Bulletin Intérieur

DU PARTI SOCIALISTE S.F.I.O.

MENSUEL

AVRIL 1951

N° 52

SOMMAIRE

43e CONGRÈS NATIONAL

12, 13, 14 & 15 MAI 1951

MUTUALITÉ - PARIS

CONVOCATION

ET

Motions

Coll. Fondation Jean-Jaurès

43e CONGRÈS NATIONAL

CONVOCATION

Dans sa séance du 18 avril, le Comité directeur a définitivement arrêté que notre 43e Congrès national ordinaire se tiendrait les :

12-13-14 ET 15 MAI 1951, A PARIS

Palais de la Mutualité (24, rue Saint-Victor)
(Métro Maubert)

I. — REPRÉSENTATION DES FÉDÉRATIONS

Les délégués des Fédérations doivent être membres du Parti depuis 5 années consécutives au moins et désignés par les Congrès Fédéraux.

Chaque Fédération a été informée, par circulaire 492 du 11 avril 1951, du nombre de ses mandats et délégués. Elle est maintenant en possession des titres de délégation nécessaires.

II. — RAPPORTS STATUTAIRES. MOTIONS

Les brochures des Rapports statutaires doivent être maintenant entre les mains de tous les secrétaires de sections et membres des organismes fédéraux.

Les motions politiques sont publiées ci-après ; certains textes nous ont été remis très tardivement et la mise en page n'a été effectuée qu'au fur et à mesure de leur réception.

III. — ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS

Le Comité Directeur propose l'ordre du jour suivant :

a) Examen des rapports statutaires :

— *Rapport général d'activité.*
— *Rapport de la Commission nationale des conflits.*
— *Rapport de la Commission nationale de contrôle.*

b) Politique intérieure et extérieure du Parti :

— *Programme du Parti.*
— *Tactique électorale du Parti.*

c) Renouvellement des organismes centraux :

NOTA

Deux questions : 1° Appartenance des membres du Parti à des groupements divers ; 2° Incorporation dans les statuts de dispositions régissant la « délégation mixte » devraient figurer à l'ordre du jour du Congrès, conformément à des décisions antérieures.

Le Comité directeur, à l'unanimité, a décidé de les renvoyer au Congrès extraordinaire qui suivra les élections, sous réserve qu'il n'y ait pas opposition du Congrès lui-même, la plus grande place devant être faite, dans le 43e Congrès, à la préparation des élections.

IV. — CANDIDATURES AU COMITÉ DIRECTEUR

Aux termes de nos statuts, le Comité Directeur doit être composé de 31 membres ayant 5 années consécutives au moins de présence au Parti.

Les Secrétaires Fédéraux voudront bien faire connaître au Secrétariat Général, les nom et prénom, profession, date d'entrée au Parti (le cas échéant, s'ils sont parlementaires, député ou conseiller de la République), des camarades **que leur Fédération désire présenter.**

Ils voudront bien nous fournir également les mêmes renseignements concernant les camarades de leur Fédération désireux de poser leur candidature à titre personnel (renseignements à fournir à R. FOUQUART, 12, cité Malesherbes, Paris-9e). Le dépôt des candidatures sera clos, de toute manière, le samedi 12 mai, à 22 heures, délai de rigueur.

V. — FRAIS DE VOYAGES. CHAMBRES RETENUES

Les Fédérations ont reçu les titres de réduction et imprimés nécessaires. Toutes instructions complémentaires sur l'organisation du 43e Congrès ont été fournies dans la circulaire 492.

Collection Jean-Jaurès

MOTIONS POUR LE 43ème CONGRÈS

PAIX - JUSTICE SOCIALE - EMANCIPATION LAICITÉ

●

Par le dépôt d'une modeste motion, la section de Chauny entend contribuer à établir la preuve, trop souvent non évidente, que le Parti S.F.I.O. est un parti où — politiquement parlant — la base militante a son mot à dire et est à l'origine des règles de conduite définies dans les congrès. Elle souhaite qu'au Congrès de mai 1951 les résolutions adoptées apparaissent dans leur clarté et leur précision comme la profession de foi du Parti à l'égard des prochaines consultations électorales.

Le Parti S.F.I.O. réaffirme solennellement :

Que paix et justice sociale ne peuvent être filles que d'une société socialiste ;

Qu'une société socialiste ne peut exister que par une véritable démocratie sociale.

Le Parti, à la veille des élections législatives, « se félicite de ce que ses hommes, associés durant ces années aux lourdes responsabilités du pouvoir, aient pour une large part et aux risques d'une passagère incompréhension, contribué à l'œuvre de défense de la République, de consolidation de la démocratie et de reconstitution du pays ». (Motion du Congrès 1950.)

Le Parti entend :

I. — SAUVEGARDER LA PAIX

— **par le maintien du caractère strictement défensif du Pacte Atlantique** et s'élever contre toute velléité de guerre préventive ;
— **Par l'encouragement à tous rapprochements entre** l'Est et l'Ouest ;
— Et, déplorant la cristallisation du monde en deux blocs antagonistes, **le Parti entend travailler à la concrétisation d'une troisième force mondiale :**
par une action incessante en faveur d'UNE COMMUNAUTE EUROPEENNE et d'une RECONSTITUTION RAPIDE de l'INTERNATIONALE SOCIALISTE.

II. — ASSURER LA JUSTICE SOCIALE

— **En sauvegardant le pouvoir d'achat** des masses laborieuses par l'adoption du principe de l'ECHELLE MOBILE des salaires, la revalorisation automatique en fonction de l'évolution du coût de la vie, la suppression des zones.

(Il est à remarquer que l'échelle mobile est reconnue pour les baux de terre, dans le statut du fermage, qu'elle est pratiquée en fait et spontanément par les commerçants qui revalorisent au fur et à mesure des fluctuations des prix les marchandises stockées. En aucun cas, le louage du travail ne saurait être moins bien traité que le louage de terres.)

— **En luttant effectivement contre la fraude fiscale.**
— **En travaillant à la réalisation d'une ALLOCATION-LOGEMENT,** généralisée, après avoir proclamé que l'HABITAT est un SERVICE PUBLIC.

(Une telle allocation doit être **automatique, progressive** suivant l'importance de la famille. Elle doit consister en une REVALORISATION INDIRECTE du POUVOIR D'ACHAT par son attribution sous forme d'un chèque spécial devant obligatoirement être remis au propriétaire qui pourra seul l'encaisser. Une telle formule permettrait de concilier l'impossibilité du loyer cher et la politique du logement.)

— **En favorisant tout ce qui est condition d'augmentation du revenu national** par la continuation d'une politique d'investissement et d'équipement, par le développement de la politique de construction et de reconstruction.

III. — TRAVAILLER A L'ÉMANCIPATION DES PEUPLES D'OUTRE-MER

— **Travailler à l'émancipation** des peuples d'outre-mer, en recherchant une collaboration toujours plus effective et étroite.

IV. — FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCOLE LAIQUE

— **Favoriser le développement de l'école laïque** et se prononcer pour une augmentation éventuelle de durée du temps d'instruction obligatoire.

Le Parti doit se persuader à tout instant que le socialisme ne se paie pas de mots. Il veut des actes : du pain, la paix, la liberté.

La section déplore qu'en fait, les résolutions adoptées en Congrès — Chartes du Parti — ne soient guère connues que des seuls militants.

Elle voudrait qu'autour d'une résolution claire, un plan de propagande s'inspirant de méthodes publicitaires, slogans et clichés — vices du siècle — soit établi.

Que la motion finale sommairement rédigée — et ce, volontairement, les détails étant du ressort des techniciens spécialistes accrédités — serve de cadre tenu obligatoire pour les militants et représentants du Parti, dans toutes manifestations, afin qu'à tout instant, une revue de presse, une information, un éditorial dans la presse ou la radio ne puisse faire autrement que de rappeler continuellement les mêmes grands principes et les grandes lignes du programme.

Pour la section de Chauny :
Le secrétaire, Y. BRINON.

Pour toute correspondance à l'égard de la motion : BRINON, Chauny (Aisne).

ONT SIGNE :

Sections : Ognes : Pierre BLOCH.
Guise : R. FISCHER.
Mont-d'Origny : Mme BUGNICOURT.
Thenelles.
Chambry.
Vervins.
Tergnier
Viry-Noureuil.

ACTION SOCIALISTE

La situation actuelle est caractérisée par une série de difficultés dues à l'antagonisme des deux blocs impérialistes, mais aussi au manque d'audace des forces socialistes internationales.

La lutte contre la misère de la classe ouvrière et pour l'instauration du socialisme a été stoppée, dans tous les pays du monde, en Iran comme en France, en Angleterre comme en Yougoslavie, par la volonté de préparer la défense contre le péril stalinien. Mais, inversement, la lutte contre le stalinisme est contrariée par l'attrait qu'exercent, sur le prolétariat, en raison de sa misère, les arguments de la propagande soviétique, partout, sauf dans les pays où une politique sociale hardie a été menée et où l'indépendance des partis socialistes a été préservée.

L'incapacité de la bourgeoisie — même avec l'aide des partis socialistes traditionnels — de sortir de l'impasse « préparation à la guerre-misère », a pour résultats immédiats la décadence du régime parlementaire, l'affaiblissement du sens démocratique et la lassitude des masses, d'où s'ensuit le succès des forces fascistes, qu'elles soient staliniennes ou gaullistes.

Le Parti socialiste lui-même, par ses responsables au Parlement ou ailleurs, n'est pas exempt du mal qui gangrène la démocratie bourgeoise et l'attachement du peuple lui échappe en raison de l'impuissance de son action, qui ne lui est pas entièrement imputable certes, mais dont on ne saurait totalement l'absoudre, tant les ambitions personnelles des uns, les faiblesses des autres, la carence de beaucoup ont nui gravement à son recrutement et à son organisation.

En face d'une situation périlleuse dont on ne peut sortir par les moyens ordinaires d'une politique à la petite semaine, il apparaît nécessaire — le socialisme pouvant seul amener la paix et la liberté — de se détacher des compromissions bourgeoises et de promouvoir résolument une action socialiste sur tous les fronts et ainsi d'amener le socialisme à être enfin « le maître de l'heure ».

I. — SUR LE PLAN INTERNATIONAL

La lutte pour la paix doit être le premier des combats du Parti socialiste.

Tout en respectant la sincérité des pacifistes dont les mouvements prolifient à l'heure actuelle, tout en réclamant la liberté pour les objecteurs de conscience, le Parti socialiste ne peut se satisfaire de cette lutte négative et réaffirme son attachement au principe de l'internationalisme prolétarien et son opposition à l'exploitation des travailleurs sous toutes ses formes.

Sans s'attarder, pour le moment, à la recherche, dans l'histoire des dernières années, des causes de la tension internationale actuelle ou de la valeur des prétextes à l'accroissement de cette tension, le Parti socialiste pense que la constitution des blocs ne peut qu'amener la guerre.

La dernière expérience a montré que, de la guerre qui

est l'accumulation des injustices, ne peut naître la justice, que « la guerre, c'est le mal, le mal absolu ». Une guerre nouvelle aboutirait à l'extermination des peuples et à la fin des nations en tant que telles.

*
**

Le Parti socialiste croit toujours à la possibilité d'existence d'une force étrangère aux deux blocs, s'interposant entre eux.

Une Europe libre, unie, indépendante parce qu'ayant réalisé son unification économique, capable de détermination autonome dans le domaine social, politique et militaire, constituerait un facteur de détente.

En ce sens, le Parti socialiste salue tous les efforts en vue de la suppression des frontières économiques.

Il pense que l'Europe occidentale indépendante et quelques Etats comme l'Inde, la Suède, la Yougoslavie et l'Angleterre (si celle-ci ne s'intègre pas à la communauté européenne) pourraient constituer une troisième force internationale, susceptible de faire reculer la guerre.

*
**

Si elle n'est pas inévitable, la guerre est possible dans la mesure où les peuples en acceptent l'éventualité.

Dans ce domaine, les campagnes pour l'appel de Stockholm ou de Varsovie sont funestes parce qu'elles font accepter l'idée de la guerre, font croire à la vertu d'une signature pour l'établissement de la paix, désignent par avance l'agresseur et renforcent idéologiquement un bloc contre l'autre.

A cause de la peur, le peuple en arrive à admettre la course aux armements, qui abaisse le niveau de vie et s'accompagne de restrictions à la liberté, ce qui amène un peu à la fois le totalitarisme contre lequel on voulait précisément lutter.

On en arrive aussi à s'illusionner sur la valeur de certaines mesures impopulaires et inopérantes, comme la prolongation du service militaire.

En outre, par la préparation ainsi conçue à la résistance à un envahisseur éventuel, on tend à légitimer la politique des collaborateurs de la dernière guerre, à renforcer la puissance des Etats fascistes et à favoriser la renaissance du militarisme allemand.

*
**

Aussi, pour se dégager de cette politique, le Parti socialiste préconise-t-il, outre la constitution d'une troisième force mondiale, la liquidation des miasmes qui empuantent l'atmosphère internationale, et notamment :

Fin de la guerre en Indochine par des négociations avec Ho Chi Minh et la libre expression du peuple vietnamien ;

Fin de la guerre de Corée, par des négociations avec la Chine communiste ;

Application, à la Chine et aux peuples de l'Asie (y compris le Moyen-Orient), de l'aide prévue au quatrième point du plan Truman, pris en compte par l'O.N.U. ;

Dénonciation des accords de Yalta et de Potsdam en ce qu'ils partagent le monde en zones d'influence, sans consultation des peuples ;

Démocratisation de l'O.N.U. par la suppression du droit de veto et l'autonomie des nations représentées ;

Entrée de la Chine communiste au Conseil de Sécurité ;

Politique libératrice et humaine au Maroc et dans les territoires de l'Union française ;

Propagande en vue des échanges culturels entre toutes les nations, notamment par la propagation de l'espéranto ;

Reconstitution et affermissement de l'Internationale socialiste, par la tenue d'un congrès.

*
**

En concourant à la réfutation des mots d'ordre bellicistes, d'où qu'ils viennent, en refusant son adhésion au bourrage de crâne, quel qu'il soit, en étudiant selon la méthode historiquement éprouvée du marxisme tous les problèmes qui se posent au monde inquiet (répartition des matières premières, marchés du travail, valeur des idéologies en présence, etc...) le Parti socialiste ruinera la propagande stalinienne sur le terrain ouvrier, consolidera son indépendance à l'égard des deux impérialismes rivaux (tout en reconnaissant que l'un des deux jouit encore de libertés fondamentales), et apportera une contribution digne de son passé à la cause de la paix universelle.

II. — SUR LE PLAN SOCIAL

Tout en s'efforçant de maintenir la non-belligérance, c'est vers la construction du socialisme qu'il faut tendre.

Surtout dans la guerre froide, la bataille entre les impérialismes sur le plan économique accentue le caractère de classe de la lutte pour la vie. En présence du dérèglement des monnaies et des prix, le blocage des salaires alourdit les sacrifices des travailleurs en favorisant les entreprises capitalistes et les oligarchies financières qui n'hésiteront pas, maintenant qu'elles ont repris une puissance un moment ébranlée, à demander le sacrifice suprême au prolétariat pour la défense d'intérêts qui ne sont pas les siens.

Aussi, tout ce qui tend à accroître le bien-être des ouvriers doit-il être l'objet de revendications incessantes, soutenues par le Parti socialiste :

Revalorisation des salaires au niveau du coût de la vie et application de l'échelle mobile (mot d'ordre trop négligé dans le passé) ;

Suppression des abattements de zones et établissement du salaire minimum vital ;

Lutte contre les intermédiaires et soutien des organisations coopératives qu'il faut généraliser ;

Lutte contre la fraude fiscale ;

Plan contre le chômage et pour la préparation à la gestion ouvrière des entreprises ;

Développement de l'hygiène sociale ;

Politique de l'habitat et des loisirs ;

Soutien à l'agriculture, non par des mots d'ordre et des libéralités démagogiques sur le plan des prix ou des impôts, mais par la préconisation d'une politique de coopération dans le domaine de l'achat, de la vente, de la production, de la transformation des produits en vue de la diminution des prix de revient et d'une plus grande satisfaction des besoins de la population.

Parallèlement doivent être dénoncées les propositions contradictoires du Parti communiste à ses différents auditoires.

C'est seulement par la précision et le courage des solutions voulues par lui, que le Parti socialiste désintoxiquera les cerveaux des travailleurs ravalés au rang de pions sur l'échiquier moscoutaire par le Parti communiste, et que la propagande sur le terrain parlementaire ou électoral acquerra une efficacité nouvelle et préparera, sans slogans, en éduquant les travailleurs, leur émancipation.

III. — SUR LE PLAN LAIQUE

C'est justement parce qu'il ne veut pas voir la classe ouvrière asservie à une puissance quelconque que le Parti socialiste s'oppose à tous les cléricalismes politiques ou religieux.

La laïcité est un compromis entre les doctrines et les dogmes, et son principe ne saurait être remis en cause. Ce principe ne trouvera sa pleine application que dans la nationalisation de l'école, que le Parti socialiste a toujours inscrite dans son programme, et qui doit devenir une réalité grâce à une collaboration étroite avec le Syndicat national des instituteurs et les trois autres organisations du Comité exécutif des Etats généraux de la France laïque.

Il est entendu que cette nationalisation ne saurait en rien constituer une régression sur la situation scolaire actuelle et notamment ne saurait être un biais pour apporter des subventions aux écoles privées.

Dans cet ordre d'idées, le Parti socialiste désavoue le travail de la commission créée pour l'étude des problèmes scolaires en ce qu'il tend à apporter aux écoles confessionnelles des crédits qui ne peuvent être destinés qu'aux écoles ouvertes à tous. Il demande à ses adhérents, membres de la commission, de laisser le travail de préparation de la réforme scolaire aux organismes réguliers compétents.

Le Parti socialiste fait confiance à ses représentants au Parlement pour soutenir une poiltique de construction proportionnée aux besoins énormes de la population scolaire.

Il demande à ceux de ses membres qui peuvent être délégués dans des fonctions électives, administratives ou gouvernementales, de maintenir intangible le principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, étant entendu que la religion relève uniquement de la conscience individuelle, selon la règle constante du Parti.

Sans doute n'est-il pas possible de reprendre, dans un texte, tous les problèmes auxquels il faut faire face dans les circonstances actuelles. Ce qu'il faut à tous, c'est une ligne de conduite sûre, sur tous les plans de la vie publique, en ne considérant les événements que selon la véritable optique socialiste et en abjurant résolument la politique de mise en présence du fait accompli.

Le Congrès, en se prononçant pour la netteté et l'audace de l'action socialiste, retourne à ses traditions d'avant 1914 ; en revenant à la rigueur révolutionnaire dans son comportement et dans les attitudes de ses mandataires, il rendra confiance à ses meilleurs militants, que la déception avait pu ébranler.

Cette action, elle est urgente. Cette rigueur, elle doit être permanente. La récompense en sera l'unité des travailleurs par l'effondrement des usurpateurs staliniens, ce sera la libération de la classe ouvrière, ce sera la paix dans le monde.

Il n'y a pas un jour à perdre.

Maurice BRUGNON,
(Section de Laon, Fédération de l'Aisne.)

Les signatures, observations, suggestions, sont reçues par le camarade BRUGNON, 48, rue Vinchon, à Laon (Aisne).

PREMIERES SIGNATURES RECUEILLIES :

Marcel LEVINDREY, Secrétaire fédéral de l'Aisne.
Pierre PERAT, secrétaire fédéral adjoint.
Pierre MIGNOT, secrétaire administratif.

Cette motion a été adoptée à l'unanimité par la section de Laon, le 2 avril 1951.

MOTION PRÉSENTÉE PAR LA SECTION DE BÉDARIEUX (Hérault)

A l'occasion du 43e Congrès national qui doit se tenir les 12, 13, 14 et 15 mai 1951, la section de Bédarieux examinant la situation politique générale de notre Parti et recherchant à déterminer les causes qui lui ont valu une importante désaffection de la classe ouvrière qu'il serait vain de contester :

Constate, avec regret, qu'une des causes principales et non des moindres de cette désaffection est la conséquence de la politique équivoque suivie par notre Parti depuis la libération (qu'on veuille bien faire un rapprochement entre les principales consultations électorales qui ont eu lieu depuis la libération pour se rendre compte de l'hémorragie constante aussi bien dans le corps électoral que dans ses effectifs proprement dits), dont la première est d'ordre moral et se traduit par une suite d'abandons de ce qui fit dans le passé son prestige et son rayonnement par l'intangibilité, l'intégrité, la fidélité à son idéal, à son programme, à ses engagements.

Ardemment convaincue que le Parti socialiste ne retrouvera son plein épanouissement :

1° Que par une politique vraiment démocratique s'inspirant toujours de la défense des humbles et des faibles par une plus juste répartition du revenu national, de laquelle doit dépendre le resserrement de l'éventail des traitements et salaires ;

2° Que par sa volonté bien déterminée de ne se laisser jamais déborder par la démagogie, qu'elle vienne de l'insconscience de l'extrême gauche ou de la régression sociale de l'extrême droite, par un souci constant de fidélité à ses principes ;

Invite chaque section et chaque fédération à approuver les dispositions d'un programme minimum ci-après :

a) Répartition du revenu national

Révision de l'éventail des traitements et salaires dans le sens indiqué à 1°, ainsi que celle des pensions et retraites de toute nature dans le sens d'une retraite unique démocratique et sociale.

b) Défense des nationalisations, mais avec la mise en harmonie du secteur nationalisé en concordance avec d'autres administrations et contrôle de leur gestion pour la cessation des abus et la résorption de leurs déficits.

c) Défense de la Sécurité Sociale avec une plus juste répartition des allocations familiales, égales pour chaque enfant et quel qu'en soit le nombre, pour freiner le lapinisme, décourager l'absentéisme et tous les abus.

d) Répartition plus juste et plus équitable de l'impôt direct frappant de la même façon le salaire, le traitement ou le revenu professionnel.

e) Lutte et répression impitoyable de la fraude fiscale.

f) Défense de la paix et de la liberté, mais surveillance et répression de l'information tendancieuse et mensongère.

g) Défense de la laïcité et politique de constructions scolaires.

ORDRE DU JOUR SUR LES ÉVÉNEMENTS D'ESPAGNE

La section socialiste de Bédarieux, dans sa réunion du 19 mars, après une discussion assez étendue sur les douloureux événements d'Espagne et l'impitoyable répression dont fait preuve le dictateur Franco, adresse au valeureux peuple espagnol, qu'elle admire dans son geste impuissant mais héroïque et assez caractéristique pour exprimer au monde libre son unanime réprobation de la dictature, l'expression de sa plus douloureuse sympathie et l'assurance de son indéfectible solidarité.

Par ailleurs,

Considérant que l'Espagne franquiste, où le pouvoir ne se maintient que par la terreur et la répression et où le travail ne signifie plus que misère dans l'esclavage, est au front de l'Europe, comme une véritable tache de boue qui peut se transformer en une tache de sang si on n'y prend garde ;

Considérant que le peuple espagnol ne saurait jamais plus recouvrer, par ses seuls moyens, ni le pain suffisant qu'on lui refuse en travaillant, ni la liberté qu'il a perdue, ni la place qu'il a droit dans la communauté des nations libres ;

Demande au Parti socialiste ainsi qu'à ses mandataires au pouvoir, de faire tout ce qui leur est humainement possible pour :

1° Empêcher une répression aussi inhumaine que barbare si cruellement exercée contre un peuple révolté par la faim ;

2° Saisir tous les gouvernements des peuples libres de l'O.N.U. de cette sanglante tragédie qui ne peut que cesser par le retour de la liberté en Espagne.

UNIR - RÉARMER - RENOUVELER

●

Par expérience pratique des Congrès Nationaux du Parti et des suites données aux textes votés, en proposant à la réflexion des militants cette motion, nous voulons fixer l'orientation de la politique socialiste pour l'année à venir.

Celle-ci s'annonce assez riche d'événements et assez décisive dans le choix pour nous dispenser de construire, dans l'abstrait, la Cité Future.

Le Congrès se situe à la veille d'une consultation populaire (ce qui suppose le bilan de la première législature de la 4e République), et au départ d'une nouvelle Assemblée (ce qui exige une perspective).

I. BILAN

Sans esprit polémique, disons que la politique suivie a abouti à une impasse. Notre Parti Socialiste, par sa tradition et sa doctrine, se réclame de la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs, qui est inséparablement liée à l'exercice des libertés démocratiques, nationales et internationales.

Ce sont ces dernières qui ont paru immédiatement menacées, tant par la nouvelle orientation de la politique stalino-russe, que par l'arrivée du R.P.F. sur la scène politique, tant par la division du monde en deux communautés irréductibles, que par les menaces de guerre.

Pour parer au plus pressé, le Parti s'est associé, de façon active et désintéressée, à une politique de défense de la légalité républicaine et à l'organisation d'une sécurité indispensable à notre survie.

Mais nous avons surestimé nos possibilités. La division ouvrière, due à la trahison et à la mystification staliniennes, nous a fait perdre contact avec une partie importante des travailleurs français qui échappent à notre influence, plus par lassitude et désintéressement provoqués par la difficulté du choix que par la subordination aux directives staliniennes.

Pour assumer la tâche de défense républicaine, le Parti a dû, au gouvernement, au Parlement et dans le pays (élections partielles), s'associer aux couches sociales intermédiaires (paysans, classes moyennes, artisans), voire même aux libéraux (capitalisme commercial et, dans une moindre mesure, industriel). Le caractère hétérogène de ces coalitions défensives a condamné, sous crainte de rupture, à l'immobilisme l'action gouvernementale. Mais la vie continuait néanmoins, et les difficultés s'accumulaient sans se résoudre. Dans ces conditions la participation au pouvoir ne pouvait se confondre avec l'exercice du pouvoir, même en régime capitaliste.

Nous avons toujours contesté l'efficacité d'une participation dans de telles conditions, même s'il nous est apparu inutile de changer de tactique à la veille des élections. Les événements semblent avoir confirmé toutes nos réserves. Nous ne cherchons pas à en tirer avantage, mais à dégager les leçons de l'expérience devant le Parti.

II. FRAGILITÉ DU RÉGIME ACTUEL

Les diverses crises ministérielles traversées, les prétextes invoqués joints aux agitations sociales, lors des grèves, ont mis en évidence la fragilité de la structure de l'Etat. Il est de plus en plus manifeste que persévérer à faire confiance aux représentants du conservatisme social pour défendre la République, c'est nous condamner à disparaître avec elle. La défense de la démocratie parlementaire doit s'exercer sur un plan critique. Les socialistes en connaissent trop les faiblesses pour laisser aux seuls aventuriers politiques le soin de dénoncer ces insuffisances pour en tirer un profit dangereux.

Les institutions actuelles faussent l'exercice démocratique, car elles rendent illusoire tout contrôle réel. Le Parlement lui-même n'a pas le plus souvent l'initiative des décisions — il se borne à les sanctionner.

Le personnel technicien et haut fonctionnaire, les grands directeurs des services publics et nationalisés échappent en fait à tout contrôle populaire.

Dans ces conditions, parler de « solution socialiste » à un problème immédiat, c'est masquer une impuissance réelle.

Notre première conclusion est donc de demander aux militants de ne pas confondre la défense des principes républicains avec celle des institutions qui, aujourd'hui, prétendent les exprimer.

— L'avenir du Socialisme ne saurait être lié à la défense des institutions créées par le libéralisme bourgeois.

III. PERSPECTIVES

a) Les prochaines élections.

Etant donné le mode de scrutin choisi pour les élections, le problème de la participation socialiste au gouvernement risque, à moins d'une lourde défaite électorale, de se poser dans les mêmes termes.

Pour autant, le Parti ne doit pas commettre les mêmes erreurs. Il ferait alors un choix qui engagerait son avenir et qui serait ressenti dans sa psychologie collective. Il deviendrait alors un parti gouvernemental, essentiellement opportuniste, se priverait d'un recrutement ouvrier, changerait de composition sociale et cesserait d'être un espoir pour l'humanité.

Pour prévenir ce danger, il faut que le Congrès, en termes catégoriques, excluant toute interprétation, décide d'ores et déjà que le Parti ne saurait participer demain à un gouvernement dans lequel se trouveraient des représentants du R.P.F. ou apparentés. Le fait que le R.P.F. espère désormais accéder au pouvoir par les voies parlementaires classiques modifie totalement les données initiales du problème. Son groupe parlementaire, qui risque d'être d'un lourd poids dans la vie publique, ne justifie pas, contre le péril stalinien, l'union « sacrée ».

Il faut également que le Comité directeur ait pouvoir, lors de la constitution ou de l'apparentement des listes, d'interdire toute coalition qui aurait ce but.

Un Conseil National extraordinaire ayant pouvoir de Congrès devra être immédiatement convoqué après les élections pour fixer la nouvelle tactique du Parti.

b) L'effort d'organisation.

Plus la situation est difficile, plus il importe d'avoir un Parti uni, discipliné et fort.

Notre principale tâche doit porter cette année sur l'organisation. Unir le Parti dans une amitié confiante et fraternelle, Réarmer nos militants en soumettant à leurs réflexions les aspects actuels de la doctrine socialiste ; Renouveler le Parti, tant dans son recrutement que dans son mode d'expression.

Pour regagner la confiance du peuple, le Parti doit s'abstenir de toute démagogie, de toute phraséologie pseudo-révolutionnaire, de toutes tendances aux solutions de facilité et d'abandon. Il doit mettre en avant l'exigence d'une morale collective, qui exclut l'individualisme égoïste et stérile, comme le scepticisme et le pessimisme qui encouragent les forces totalitaires.

La vie est un combat quotidien. Le travailleur socialiste doit avoir à cœur d'être un bon ouvrier, qui aime son métier et qui le fait bien. Faire en sorte que le travail soit honoré. La paresse, qui ne se confond pas avec le droit au loisir, n'a jamais été créatrice de vertus révolutionnaires.

La meilleure démonstration socialiste est celle qui est faite quotidiennement par nos militants sur leur lieu de travail. Aussi il faut que le Parti explique, éduque sans relâche, et en même temps s'enrichisse des expériences vécues par sa base. Un effort d'information a été tenté. La pratique nous apprend que les militants ne lisent

pas assez. Ils doivent prendre ce temps, car chacun s'instruit chaque jour. Ils doivent également s'entraîner à des activités concrètes, vendre les journaux du Parti, coller les affiches, distribuer des tracts, organiser des réunions, provoquer des controverses, discuter d'un article, d'un livre. Ils doivent se grouper par activités ou similitudes d'activités à l'intérieur du Parti.

Les membres du Parti se doivent d'être syndiqués et d'exercer une activité syndicale. Dans chaque collectivité ouvrière ils ont leur rôle à jouer, d'une façon organisée, sous la forme d'une section d'entreprise, dotée des mêmes capacités politiques que la section communiste.

Ils doivent participer aux travaux des Comités d'entreprise.

Ils doivent mettre en garde les travailleurs contre les dangers d'un corporatisme étroit qui met en cause leur solidarité.

Ils doivent pratiquer une politique d'unité ouvrière à la base, sous l'impulsion du syndicalisme libre, sans pour autant accepter les Comités d'action de caractère permanent, qui sont les instruments habituels des staliniens dont les tactiques et les mots d'ordre doivent être impitoyablement dénoncés.

La Direction du Parti doit organiser régulièrement des tournées de propagande assurées par tous les élus et les membres du Comité directeur.

Enfin, à la veille d'une consultation populaire, il est bon de rappeler aux futurs élus qu'ils détiendront leur mandat du Parti et qu'ils doivent se plier à la discipline des Congrès souverains, du Comité directeur et du groupe parlementaire.

Nous entendons attirer l'attention du Parti sur ce point capital de l'organisation.

Il faut reconstituer à la base les forces vives du socialisme dans une communauté d'action plus grande et dans une liaison plus étroite avec le **syndicalisme libre.**

IV. PROGRAMME ÉCONOMIQUE

Pas plus qu'une solution politique n'apparaît satisfaisante pour sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons engagés, pas plus n'existe, dans le cadre du système actuel, de solution « socialiste » aux problèmes économiques qui nous sont posés.

Avant d'accabler la direction du Parti, il est bon de se rappeler qu'il n'y a pas de majorité sociale dans cette Assemblée en état d'accepter les vraies mesures efficaces. Les plus timides tentatives (expérience Pineau — deux jours — présentation de Guy Mollet), ont échoué.

Par ailleurs, les fonctionnaires et techniciens de la rue de Rivoli savent parfaitement, comme nous, qu'il n'est pas possible d'arrêter l'inflation sans toucher à la structure actuelle de l'économie française. Il y a trop de parasitisme économique, trop d'intermédiaires ; le petit commerce qui représente plus de 90 % du commerce intérieur français est de structure artisanale, ce qui ralentit la vitesse de rotation des stocks et permet toutes les spéculations sur la valeur du réapprovisionnement. L'organisation scientifique du travail manque dans beaucoup d'industries.

Les événements d'Extrême-Orient et le réarmement général ont donné libre cours à toutes les spéculations sur les matières premières. Il faudrait assainir de nombreuses gestions et obtenir une meilleure répartition des bénéfices, et pas seulement au profit des dirigeants. L'Etat ne dispose ni de moyens de contrôle, ni de moyens de direction de l'Economie.

Les techniciens des finances le savent mieux que nous, mais préfèrent maintenir le statu quo en s'appuyant sur l'aide américaine, car d'après la brève énumération que nous avons faite, il est clair que les mesures projetées briseraient électoralement la structure politique actuelle. Tel est le contenu économique du « conservatisme républicain ».

Ce n'est pas par hasard ni par le fait de la propagande stalinienne, que les travailleurs considèrent dans ces conditions être des victimes. Alors que la production a augmenté, leur pouvoir d'achat est resté identique. Leur demande de s'associer à un effort collectif ne se traduit pas en leur faveur. C'est pourquoi ils se détournent, du même coup, de cette politique et de la République. Cette réalité économique pose, en fait, le problème de l'Etat.

N'oublions pas l'expérience fasciste et hitlérienne qui a été la tentative de survie et de conservation de ces classes sociales éliminées par le processus historique.

Ou nous associerons notre sort à ces catégories et disparaîtrons avec elles, ou nous prendrons audacieusement l'initiative de briser la structure actuelle. Le choix sera posé en termes aigus dès le début de la prochaine législature.

La composition actuelle du Parti risque d'entraîner le socialisme à sa perte, si les militants ne mettent pas l'intérêt du mouvement au-dessus de leurs cas particuliers et s'ils continuent à penser comme les bons radicaux d'avant guerre.

V. MESURES IMMÉDIATES

Elles n'ont la valeur que de palliatifs. Mais nous ne devons pas les sous-estimer dans l'action immédiate.

a) **Réforme fiscale** par la modification de l'assiette de l'impôt.

b) **Défense de la Sécurité Sociale** par le maintien de l'autonomie de gestion, par la révision du mode de calcul des cotisations, par l'unification des régimes particuliers, par l'extension à toutes les catégories de travailleurs et à tous les risques sociaux (chômage y compris).

c) **Défense du droit constitutionnel de grève,** mais en indiquant que cette action ne saurait être mise au service d'un corporatisme professionnel, mettant en échec la notion de « service public ».

d) **Défense du pouvoir d'achat des travailleurs par l'échelle mobile,** liée au prix de vente des produits essentiels de base, pour la fixation du minimum vital interprofessionnel garanti. Liberté pour la discussion des salaires et l'établissement de la hiérarchie dans le cadre des conventions collectives. Libération des salaires. Primes collectives au rendement.

e) **Politique hardie d'investissements** en faveur de tout ce qui est de nature à augmenter le potentiel industriel français. Politique correspondante de crédit conditionnel.

Assurer un contrôle de l'emploi de ces crédits et y associer les comités d'entreprises.

Avoir, enfin, une politique de la reconstruction immobilière.

f) **Modification de la loi sur les comités d'entreprise.**

Il faut étendre aux éléments essentiels de la production le contrôle ouvrier, actuellement pratiqué sur l'exercice comptable, facile à truquer, souvent incompréhensible aux travailleurs.

Adjoindre, à l'enseignement professionnel, l'étude élémentaire de l'Economie politique et de la comptabilité.

g) **Défense des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités** contre les abus de pouvoir.

h) **Défense des nationalisations** qui ont marqué une étape importante dans la lutte contre le capitalisme libéral ; mais la nationalisation ne doit pas être étatisée, elle doit être sainement gérée au profit de la nation tout entière. La réforme envisagée doit être faite dans ce sens.

i) **Défense de la laïcité,** non seulement dans le domaine scolaire, mais dans toutes les formes d'activités de l'Etat.

Suppression des régimes particuliers à l'Alsace-Lorraine. Laïcisation des services d'assistance et des services hospitaliers. Sauvegarde de la liberté intellectuelle de l'enfant.

VI. LE SOCIALISME ET L'UNION FRANÇAISE

1° **Indochine.** — La situation en Extrême-Orient est en pleine évolution et pose actuellement un double problème :

a) L'Indochine est un théâtre d'opérations sur le front international de la lutte contre le stalinisme. A ce titre, il constitue la contribution de la France à la défense de la communauté des nations libres et assure la sécurité de l'ensemble du Sud-Est asiatique et des Indes.

Malgré l'ampleur de l'effort exigé, il doit être soutenu, sans exclure toutes les opportunités de négocier et de traiter.

b) Il faut aider les Vietnamiens à déborder la crise du nationalisme et à exiger les réformes sociales et politiques qui permettront de lutter contre la misère (Plan d'assistance technique, réforme agraire, diminution des taux de fermage, office de crédit agricole, législation du travail, libre exercice du droit syndical). Ne pas associer la politique française au maintien du régime politique actuel. Réserver une large place à tous les patriotes, quelles que soient leurs origines, dans la direction du jeune Etat vietnamien.

2° **Tunisie.** — Accord avec la Fédération de Tunisie pour :

— Transfert au gouvernement tunisien de la souveraineté interne ;

— Réforme municipale ;

— Nouveau traité d'assistance et d'amitié avec la France, supprimant le Traité du Bardo et la Convention de la Marsa ;

— Soutien du Néo-Destour et des anciens Monceffistes.

3° **Algérie.** — Politique d'association et condamnation formelle de la politique d'assimilation.

— Libre exercice des droits démocratiques pour le peuple algérien.

— Nouvelles élections libres.

— Mesures radicales pour supprimer l'usure.

— Développement de l'instruction.

4° **Maroc.** — Le Parti doit s'associer à une politique de libération nationale réelle, mais non pas aux rivalités entre féodaux arabes.

Le Parti socialiste entend poursuivre dans les pays et territoires d'outre-mer :

Une politique de liberté et de progrès. Mais il ne suffirait de rien de donner aux populations des droits démocratiques, sans leur donner en même temps les moyens de les exercer.

Le but de cet effort est de les associer librement à la Métropole et de faire de l'Union française une communauté de peuples libres.

Pour faciliter la mise en valeur et le développement industriel et agricole des territoires d'outre-mer, une réforme démocratique du F.I.D.E.S. s'impose.

VII. POLITIQUE INTERNATIONALE

Il n'est plus possible, dans ce domaine, de rester dans les généralités. Nous avons été parmi les premiers à adhérer à l'idée d'une communauté atlantique. Nous avons dit les raisons pour lesquelles nous considérions ce cadre comme étant le plus valable pour une expérience socialiste et le plus capable d'assurer la sécurité de l'Europe occidentale qui conditionne cette expérience.

Le Parti socialiste français ne se trouve pas pour autant lié à la politique du gouvernement américain. **Son rôle consiste à établir des contacts étroits avec les syndicats américains, avec le Labour Parti, avec le S.P.D. en vue de définir une attitude commune sur les points suivants :**

a) Contribution de l'Allemagne occidentale à la défense commune, dans le cadre d'une politique de démocratisation ;

b) Organisation d'une armée européenne ;

c) Initiative de rapprochement avec la Yougoslavie. Confrontation des expériences ;

d) Attitude commune sur le pool charbon-acier sur la base des réserves formulées par les **syndicalistes allemands contre leur propre capitalisme ;**

e) Attitude commune sur les problèmes d'Extrême-Orient.

Le Parti reste convaincu de la nécessité de l'unification européenne dans le cadre de la communauté atlantique. Il dénonce le neutralisme et ses conséquences pour la sauvegarde de la paix.

La froide détermination des nations libres a déjà fait reculer la guerre ; cet effort doit être poursuivi sur le plan de la production et du renouvellement technique. Il exige la solidarité toujours plus étroite des peuples, le soutien vigilant de l'O.N.U., le renforcement de ses pouvoirs et notamment son contrôle effectif sur les opérations militaires et diplomatiques, faites en son nom. La suppression du droit de veto au Conseil de Sécurité.

VIII. CONCLUSION

Nous pensons que, sur les idées essentielles de ce texte, pourrait se regrouper la majorité du Parti.

Nous estimons que le souci d'éviter le pire dans l'immédiat ne doit pas faire oublier que le socialisme reste une chance pour l'humanité.

D'aucuns disaient : « Si tu veux la Paix, prépare la Révolution ». Nous sommes, aujourd'hui, beaucoup moins affirmatifs sur l'opposition de ces deux termes. Il faudrait pour autant que la Révolution soit mondiale, simultanée et démocratique.

La Guerre et la Révolution risquent de se confondre.

Du moins, la tâche du Socialisme de notre temps *reste telle, par delà toutes les difficultés, qu'il faudra surmonter, d'éviter à l'humanité le Chaos.*

Signataires : LÉON BOUTBIEN - ROGER CLAIR - JEAN BOIREAU.

POUR UNE POLITIQUE SOCIALISTE AUTONOME

Depuis près d'un an la situation politique mondiale est dominée par la guerre de Corée.

L'agression stalinienne dans l'est asiatique a fait brutalement éclater la crise qui couvait depuis plusieurs années.

L'intensification des efforts militaires a provoqué une hausse importante des cours des matières premières. Les conditions de vie des populations laborieuses se sont aggravées. La misère et l'inflation redeviennent menaçantes.

Le stalinisme, qui vient d'étendre sa domination sur une grande partie de l'Asie, continue à exercer une influence trop souvent prédominante sur le prolétariat industriel de certaines de nos régions de l'ouest européen.

Une fraction importante de la bourgeoisie revient à ses espoirs de solution autoritaire, pendant que s'épuise en efforts stériles la démocratie libérale traditionnelle.

I. LA DÉFENSE DE LA DÉMOCRATIE NÉCESSITE UNE ACTION AUTONOME DU SOCIALISME

Le double danger gaulliste et stalinien reste menaçant pour la démocratie française, et il ne peut être question de sauver la République en faisant des concessions à l'une ou à l'autre des forces dictatoriales antagonistes.

Le Parti Socialiste doit donc prendre sa place dans le combat nécessaire pour la défense de la démocratie, mais il renoncerait à sa mission, et perdrait sa raison d'être, s'il n'était qu'un parti républicain « comme les autres ».

Le Parti Socialiste est le parti des masses laborieuses françaises, et il ne pourra accomplir avec succès l'immense tâche de désintoxication d'un prolétariat, abusé et désemparé par des conditions de vie sans cesse plus angoissantes, que s'il apporte à celui-ci la preuve d'une efficacité réelle dans la défense de ses intérêts matériels et moraux.

Le Parti devra toujours être au premier rang dans toutes les batailles ouvrières et apparaître comme l'interprète le plus fidèle et le plus courageux des revendications et des aspirations des travailleurs.

L'autonomie du socialisme est donc une question de vie ou de mort pour la République.

C'est là une thèse que les signataires de cette motion ont bien souvent défendue dans les congrès fédéraux ou nationaux. Ils prennent l'engagement de respecter, comme ils l'ont toujours fait, la volonté du Parti, mais ils déclarent qu'il n'est plus possible, si le Parti veut subsister, de continuer à remettre en cause, au lendemain de leur adoption, les décisions prises par nos assises souveraines.

II. LE PARTI SOCIALISTE DOIT AVOIR UN PROGRAMME EFFICACE ET OFFENSIF

A la veille de la consultation électorale, le Parti Socialiste doit présenter au pays un programme efficace et offensif. Il n'est pas question dans un texte d'orientation politique d'élaborer ce programme. Il doit être l'œuvre de ses commissions spécialisées. Nous tenons cependant à rappeler les têtes de chapitres qui, sur le plan intérieur, doivent essentiellement retenir notre attention.

Nécessité d'un salaire minimum interprofessionnel garanti permettant une existence décente, et réajusté périodiquement en fonction de l'évolution du coût de la vie.

Action sur les prix par voie d'autorité, et notamment en brisant enfin toutes les coalitions professionnelles qui visent à restreindre la production, et sont une cause permanente de vie chère.

Contrôle et orientation du crédit impliquant à la fois :

— Une restriction des crédits en banque rendant impossible les stockages spéculatifs et un assouplissement aux projets de certaines entreprises qui doit permettre le développement de la production.

— Redistribution plus équitable du revenu national, notamment par une véritable réforme fiscale toujours réclamée et jamais obtenue.

— Défense de la laïcité à une heure où les forces cléricales deviennent plus menaçantes et plus agressives, notamment par une politique de constructions scolaires financées par des emprunts spécialisés.

— Politique de reconstruction et de construction, permettant enfin de résoudre l'angoissant problème du logement.

Tels sont les problèmes essentiels de l'heure, qui ont été bien souvent développés par nous, mais qui n'ont pas encore été résolus dans les faits. Le Parti Socialiste ne serait pas digne des espoirs que des milliers d'hommes placent en lui s'il n'était pas enfin capable d'apporter, sur tous ces plans, ses propres solutions, efficaces et courageuses.

Ce programme, dont nous ne venons de citer que les têtes de chapitres essentiels, devra être diffusé largement, méthodiquement, avant les prochaines élections.

Il sera notre loi à tous au cours des durs combats qui nous attendent.

III. IL N'EST PAS DE SOLUTIONS DURABLES SANS CONSTRUCTION DE L'EUROPE

Mais ce programme, si nécessaire à l'heure présente, ne tarderait pas à être dépassé, et deviendrait très vite totalement inefficace, si le socialisme démocratique n'imposait pas sa volonté de construire l'Europe.

Aucun problème important ne peut en effet trouver de solution durable dans un cadre purement national.

L'unification politique et économique de notre continent devient donc une nécessité chaque jour plus urgente, non seulement pour les Européens mais pour le monde entier.

L'organisation des industries de base sous contrôle ouvrier assurant le plein emploi et l'expansion économique est, en effet, la condition nécessaire d'un bien-être véritable pour les masses laborieuses.

Le Parti Socialiste doit prendre la tête du combat pour la construction européenne, luttant ainsi contre les offensives souvent conjuguées des cartels industriels et du cléricalisme européen, et donnant à notre peuple encore désemparé une espérance nouvelle.

IV. LE SOCIALISME INTERNATIONAL PEUT SEUL SAUVER LE MONDE DE LA CATASTROPHE

Devant la menace qui pèse sur toutes les nations démocratiques, une solidarité de fait s'est établie entre tous les peuples libres et le socialisme international a le devoir de mettre toutes ses forces au service de la cause de la liberté par la sécurité collective.

Mais, de même que nous réclamons sur le plan intérieur une action plus autonome du Parti, nous affirmons la nécessité d'une action également autonome du socialisme international pour :

a) défendre toutes les initiatives vraiment pacifiques, susciter les conversations internationales permettant seules d'aboutir à un règlement véritable des problèmes en suspens, saisir toutes les chances de Paix ;

b) condamner les faux prophètes de Stockholm et les soi-disant « neutralistes », mais également ceux qui, dans le camp des démocraties, ne voient de solutions que dans une politique de puissance et de coalition purement militaire ;

c) montrer au monde que c'est en s'attaquant directement aux privilèges du capitalisme, en faisant reculer la misère, en renouvelant l'espérance d'un monde meilleur, que le socialisme écartera la menace totalitaire qui pèse sur les peuples libres, et éloignera définitivement de nous l'affreux cauchemar de la guerre.

Cette action nécessaire du socialisme international suppose une entente sans cesse plus étroite au sein d'une internationale véritable.

Le Comisco, simple comité de coordination des partis socialistes nationaux va, dans quelques semaines, s'intituler « Internationale Socialiste », mais nous craignons que, seul, hélas ! le titre ne soit transformé.

Une internationale véritable ne pourra se créer que le jour où chaque parti socialiste abandonnera une fraction de sa souveraineté au profit de l'organisme commun.

C'est pour parvenir à un tel but que nous demandons la réunion rapide d'un véritable congrès socialiste international.

V. NOTRE VICTOIRE DÉPEND ESSENTIELLEMENT DE NOTRE ACTION

C'est en devenant, sur le plan intérieur, le parti de tous ceux qui peinent et qui souffrent, sur le plan international le parti de la liberté et de la paix, que nous retrouverons la confiance de tout un peuple.

Le Parti Socialiste pourra alors revendiquer la direction des affaires publiques et entraîner la nation dans une nouvelle et grande étape de transformation sociale.

SIGNATAIRES :

Jean ALBERTINI.
Gilberte BROSSOLETTE.
Colette DARDEL.
Edouard DEPREUX.
André DESCOURTIEUX.
Jacques ENOCK.
Marius FRITSCHER.
Gérard JAQUET.
Charles LANCELLE.
René LHUILLIER.
Léopold LOYE.
Pierre MAURIAC.
Max MOREL.
Mireille OSMIN.
A. PELLAT.
Paul PANSU.
Roger PICHON.
Marceau PIVERT.
Micheline ROOS.
Elie ROUSSINEAU.
Louis-Octave THEODORE.

MOTION D'ORIENTATION GÉNÉRALE

●

Pour la fidélité, par delà les nécessités transitoires de la tactique, aux buts et aux Idéaux du Socialisme

I. FIDÉLITÉ A LA DOCTRINE

Les problèmes de doctrine sont fondamentaux pour un parti d'avant-garde. Malheureusement ils sont souvent mal posés : les uns les sous-estimant ou leur accordant un intérêt purement académique, s'en désintéressent ou négligent de s'en inspirer dans l'action. D'autres ont parfois tendance à la considérer comme un dogme et à crier au sacrilège chaque fois que quelqu'un se permet d'employer une formule ou d'utiliser un concept quelque peu différent de ceux avec lesquels ils se sont familiarisés depuis leur jeunesse.

Nous avons trop pris l'habitude dans ce parti d'apporter des arguments à nos adversaires en nous dénigrant nous-mêmes. Les accusations de glissement à droite, d'abandon de la doctrine du parti ne portent le plus souvent pas. C'est ainsi que Léon Blum, dans son effort pour lier le marxisme considéré comme un moyen à l'humanisme traditionnel rénové, loin de revenir en arrière, allait plus loin que nous, puisque sa pensée le portait sans effort vers le but, le transportait dans une société socialiste déjà réalisée et que, loin d'abandonner quoique ce fut de nos objectifs et de nos idéaux, il ne se contentait pas d'une libération économique, mais aspirait à une libération totale de l'Homme.

Cependant, il apparaît que des abandons graves d'ordre doctrinal se sont parfois réellement produits.

Nous estimons, par exemple, que si le groupe parlementaire a eu raison d'accepter à titre provisoire et dans un but de défense républicaine, comme une mesure de salut public, c'est-à-dire exceptionnelle, le vote d'une loi électorale mieux apte à défendre le régime contre la double opposition et le pays contre l'invasion étrangère, le parti de Jules Guesde et de Jean Jaurès ne saurait renoncer d'une façon définitive à la répartition proportionnelle, forme nécessaire de la justice électorale, liée dans notre esprit et qui devrait l'être dans l'esprit du parti tout entier à la représentation territoriale dans le cadre de l'arrondissement : c'est-à-dire qu'au moins, comme idéal à atteindre, il devrait poursuivre la réalisation du système spécifiquement socialiste dû aux efforts concordants et ajoutés de nos amis Adler, Bracke, Etienne Weil-Raynal et Léon Blum.

En ne balançant pas à cinq années de distance et au gré des circonstances d'un système extrême à un autre, nous donnerions l'impression de ne pas tomber dans le suivisme, d'avoir une ligne de conduite ferme et donc de rester fidèles à nos principes.

De même, tout en admettant provisoirement comme préférable à la dictature totalitaire de droite ou prétendue de gauche, la démocratie parlementaire et les cadres économiques capitalistes, le parti socialiste ne peut oublier un seul instant que sa raison d'être est la création d'une véritable démocratie populaire reposant sur la gestion ouvrière des entreprises et le renversement du capitalisme auquel devra être substituée une économie entièrement planifiée dans la Liberté.

Nous ne faisons l'injure à aucun des militants du parti, portant sur lui notre carte rouge et nos statuts, de croire qu'il a pu un instant oublier l'article premier de la déclaration des principes. Mais si, par delà nos débats portant sur la tactique, c'est-à-dire sur les meilleurs moyens d'atteindre des buts qui nous sont communs, aucun adhérent de la S.F.I.O. ne peut oublier et n'oublie qu'ainsi que l'a dit Léon Blum : « Le socialisme est par nature révolutionnaire » et qu' « il ne saurait y avoir de socialisme qui ne soit pas révolutionnaire », les électeurs qui nous donnent leur confiance sur la base de notre programme de réalisations immédiates, ne sont pas obligés, eux, de le savoir. Ils nous jugent même souvent, injustement d'ailleurs, sur l'action de gouvernements où nous sommes en minorité. Les électeurs et notamment ceux d'entre eux qui donnent encore leurs voix au parti communiste parce qu'il leur apparaît, ainsi que le remarquait J. Fauvet, comme le seul parti révolutionnaire, le seul parti collectiviste, il nous appartient de leur rappeler en tête de notre programme électoral que si le socialisme veut dans l'immédiat amender le régime capitaliste dans le sens d'une plus grande égalité, sont but reste **la transformation complète de la société,** condition nécessaire de la suppression de toutes les servitudes, de tous les désordres et de toutes les misères, et son Idéal, la libération totale de la Personne humaine.

Pour marcher dans cette voie, les analyses et les méthodes du socialisme traditionnel, dans la constitution duquel l'apport marxiste joue un rôle essentiel, nous apparaissent en ligne générale toujours valables. Bien comprise, c'est-à-dire de la manière dont la comprenaient tous les vrais marxistes, l'action de classe, rassemblant autour de l'aile marchante du prolétariat concentré de la grande industrie, toutes les couches de la population laborieuse, reste le moyen et le moyen nécessaire de la réalisation du socialisme. Quitte, comme le disait Jules Moch au XLII[e] congrès, à « corriger parfois la dérive ». C'est dans la voie tracée par nos anciens qu'il nous faut continuer à avancer.

N'est-ce pas ainsi que nous, socialistes, avec Jaurès et Blum, nous devons comprendre la fidélité à une tradition ? La continuer ce n'est pas rester en place, mais aller de l'avant, aussi loin qu'il est possible dans la direction qu'il nous ont montrée.

L'action de classe d'ailleurs, par le fait qu'elle est une action, ne nous interdit-elle pas toute paresse d'esprit, toute routine de pensée, puisque notre pensée n'est pas dans l'absolu, mais liée au réel et que nos erreurs sont appelées à avoir des conséquences dont nous sentirons nous-mêmes et très rapidement les effets ?

C'est pourquoi dans la ligne de la fidélité doctrinale, nous faut-il, esprits libres dégagés de tous dogmes, être constamment en éveil, prêts à rectifier immédiatement la moindre erreur d'orientation.

C'est pourquoi, dans la ligne de la fidélité doctrinale, les formes de l'activité humaine, la pensée devant précéder l'action, et dans une assez large mesure contribuant à sa réussite ou à son échec, devons-nous nous pencher avec attention sur les problèmes de doctrine et ne jamais les considérer comme réglés une fois pour toutes.

C'est dans cet esprit, après avoir rappelé **où nous voulons aller** qu'il importe de savoir exactement **où nous sommes**, et ensuite **par quelles voies** nous pourrons le plus sûrement parvenir au but.

Ceci fait, il nous faudra étudier les moyens de la mise en œuvre : à échéance lointaine et pour une longue période, ce qui est du ressort des congrès et du C.D., son organisme d'exécution, et dans le quotidien et l'immédiat, ce qui intéresse plus particulièrement les groupes parlementaires, qui, dans le cadre exact fixé par les décisions du parti, doivent jouir d'une assez grande liberté d'action.

Les premiers problèmes appartiennent au domaine de la stratégie politique. Les seconds à ceux de la tactique.

II. FAISONS LE POINT

La classe ouvrière et les forces du progrès ne disposent certes plus, dans le monde de 1951, des moyens d'action et de la puissance qu'elles avaient après la victoire des alliés en 1945.

Les jeunes démocraties nouvelles, nées à l'Est de l'Europe, ont été purement et simplement annexées par l'impérialisme grand russien.

Dans le monde libre, le socialisme démocratique est soit chassé du pouvoir, soit, sauf dans l'exemple britannique, obligé de le partager dans des conditions parfois difficiles avec les partis de la bourgeoisie.

Le capitalisme international a sinon reconquis les positions perdues, du moins puissamment fortifié celles qu'il avait pu conserver.

Dans les pays d'outre-mer, les mouvements de libération nationale sont souvent arrêtés où viennent se polariser autour des noyaux staliniens.

La Paix est à nouveau menacée par l'expansionisme soviétique, mais aussi parfois par des initiatives dangereuses venues du camp occidental. Tout cela est vrai.

Néanmoins, de grands secteurs de l'économie des pays européens de l'Ouest ont échappé à la main-mise du capital privé — de grands peuples d'outre-mer ont conquis leur indépendance ou leur autonomie sans tomber pour cela sous la tutelle du Kremlin — une grande nation au moins poursuit une expérience décisive de transformation progressive et pacifique en direction du socialisme : cette nation, la Grande-Bretagne, entraîne de plus en plus les territoires qui constituaient précédemment son empire vers la formation d'une vaste communauté de peuples librement constituée.

L'ébauche bien insuffisante encore d'une union européenne a trouvé dans la conclusion du pacte sur l'intégration des industries du charbon et de l'acier, un commencement de réalisation concrète. Même dans notre pays, les grandes réformes qui furent faites après la Libération, ont pu être, dans l'ensemble, et cela malgré des difficultés innombrables, maintenues et parfois même améliorées.

Une constitution plus démocratique et dont quelques détails seulement demandent une mise au point, régit désormais la République. Dans la plupart des territoires d'outre-mer, à l'exception du Maroc, une certaine démocratisation plus ou moins poussée a été réalisée.

Enfin, l'organisation des nations unies, barrière essentielle contre la guerre, a vu ses pouvoirs renforcés. Il reste beaucoup, il reste énormément à faire, mais il serait injuste et dangereux même de sous-estimer l'œuvre accomplie.

III. STRATÉGIE

Dans la marche vers la création des Etats-Unis socialistes du monde, il nous faut procéder par étapes, sans rien renier de nos objectifs les plus hauts et les plus lointains, en allant à l'Idéal il nous faut tenir compte du réel. Une économie mixte basée sur le contrôle ouvrier ou la co-gestion, sur la prise en charge par la collectivité de tous les secteurs de la base et cela dans chaque pays ; une union européenne et une union française reposant sur le libre consentement et réunissant des économies de même statut juridique ; la socialisation progressive et la création de grands espaces économiques, tels sont les objectifs réalisables dans la période présente.

Aussi, est-ce par référence à ces buts que le parti nous paraît devoir fixer son programme à présenter aux électeurs et à réaliser intégralement, si les moyens nous en sont donnés au cours de la législature prochaine ; ce programme, s'inspirant largement des principes posés par J. Moch au dernier congrès, devrait insister plus particulièrement sur les points suivants :

1° Nationalisation de la sidérurgie française, afin d'éviter l'utilisation du pool charbon-acier au profit des capitalistes privés.

2° Développement de la production, notamment dans les secteurs de base, en poursuivant l'effort d'investissement, éventuellement par un appel au crédit.

3° Inflation strictement en rapport avec l'augmentation de la production et sans préjudice d'un équilibre budgétaire strict.

4° Orientation générale de la production dans le sens de l'expansion au moyen du crédit dirigé ; effort particulier en faveur de la construction et tout spécialement des logements ouvriers et de l'habitat rural.

5° Augmentation des pouvoirs des comités d'entreprise en vue de réaliser la grande idée actuellement dans les esprits de la co-gestion.

6° Relèvement de la condition humaine :

a) par l'application de l'échelle mobile au salaire minimum garanti ;

b) par le rajustement des salaires les moins favorisés, sans aboutir à un trop grand écrasement de la hiérarchie ;

c) par le rétablissement du contrôle des prix comme aux U.S.A., dans le but d'éviter la dépréciation du pouvoir d'achat ; création à cet effet d'un fonds de stabilisation générale financé par l'impôt.

7° Réalisation d'une grande réforme fiscale simplificatrice et établissement de quelques impôts peu nombreux, lourdement progressifs et atteignant réellement les gros revenus.

8° Poursuite de la démocratisation de l'Union française, notamment par la généralisation. Les communes autonomes en Afrique noire, l'extension du principe électif à toutes les municipalités tunisiennes, et à celles des grandes villes du Maroc ; enfin par l'élargissement des bases politiques et sociales du nouvel état vietnamien.

9° Défense de la laïcité dans l'esprit de la plus large tolérance, mais aussi sans complaisance, surtout grâce à l'augmentation du nombre des classes ; grâce aussi à la création de conditions matérielles et morales facilitant la tâche des maîtres dont le rôle ne saurait être sous-estimé dans la formation du moral des citoyens d'un pays libre et dans la création progressive de cet homme nouveau, mieux éduqué, qui seul pourra éviter de faire sombrer le collectivisme dans la bureaucratie.

10° Participation active de la France à l'organisation de la sécurité collective et au renforcement des institutions internationales en vue d'assurer la Paix.

IV. TACTIQUE

Il est malheureusement à prévoir qu'à l'issue des élections, nous n'aurons pas la majorité absolue nécessaire à la réalisation intégrale de notre programme. Compte tenu des conditions d'alors et en particulier de l'équilibre des forces dans la nouvelle assemblée, se posera pour nous la question des moyens à employer pour faire entrer dans le réel la plus grande partie de nos solutions.

Le problème tant débattu dans les congrès du parti de la participation à une majorité et au gouvernement se posera alors valablement. Il devra être résolu d'une façon nette et largement compréhensible par les masses : ou la majorité acceptera une part essentielle de notre programme et pourra être menée à bien, par un rassemblement de républicains plus hardiment fidèles à eux-mêmes, un expérience du type New Deal ou Fair Deal, associant le secteur privé et notamment le crédit à une politique de reprise en main de la direction de l'économie par la collectivité ; ou les conditions de notre concours n'étant pas établies nous devrons nous placer résolument dans une opposition constructive, se distinguant nettement de celle du P.C. et nous permettant de regrouper, autour du socialisme, les forces ouvrières arrachées à l'influence communiste et les éléments des partis de démocratie refusant de s'intégrer dans une majorité de réaction sociale.

Dans la bataille électorale proprement dite, le parti devra se présenter sous son propre drapeau, c'est-à-dire se battre sur son programme. Il devra, dans les coalitions que rendra sans doute nécessaires le mode de scrutin, se refuser à toute alliance, même locale, avec les tenants de l'un ou l'autre des deux blocs totalitaires extrêmes et avec les défenseurs attitrés des grands intérêts économiques. Etant donné le caractère hétérogène des autres partis républicains, comme le disait Daniel Mayer parlant du M.R.P. et du Parti radical (Déclaration à l' « Information », 14-3-51) : « Aucun de ces partis n'est monolithique. Et ce n'est pas s'immiscer dans leur vie intérieure que de suivre avec attention les courants qui s'y dessinent.

« Il convient de regarder avec faveur les radicaux qui, autour du Président de l'Assemblée, Yvon Delbos, d'Henri Queuille, luttent contre la double appartenance, contre les infiltrations gaullistes, contre les équivoques.

« Il convient de regarder avec la même faveur les membres du Mouvement Républicain Populaire qui entendent rester fidèles à l'espoir né de la Résistance... et qui préfèrent la qualité de leur Idéal à la quantité des suffrages obtenus.

« Le parti socialiste peut-il aider ces hommes ou ces tendances à triompher ? certes oui. Il lui suffit de vouloir être un pôle attractif à la gauche de ses partenaires dont le but et l'action seraient d'éclipser la séduction exercée à leur droite par le Rassemblement du Peuple Français. »

Toute alliance de parti à parti sur le plan national paraissant exclue, c'est dans le cadre départemental et en fonction des conditions locales ou régionales que les accords tactiques pourront être conclus, exclusivement avec des républicains indiscutables, s'engageant à ne remettre en cause ni l'œuvre économique et sociale de la Libération, ni la législation scolaire en vigueur.

Dans notre esprit, le parti devra de toute façon continuer à être l'interprète constant des revendications immédiates du monde du travail et être toujours prêt à agir en liaison étroite avec les organisations syndicales libres, en vue d'assurer leur succès.

A cette bataille nous ne devons pas aller vaincus d'avance, acceptant comme acquise la victoire de la réaction, mais au contraire affronter le combat avec une « mentalité de vainqueurs ».

« Aller à l'Idéal en comprenant le réel »

Ainsi que le disait P.H. Spaak parlant de la construction de l'Europe : « Les enthousiastes qui se dépriment ne sont pas les meilleurs travailleurs... ceux-là sont au

contraire les vrais enthousiastes et les vrais volontaires qui gardent leur enthousiasme et leur volonté malgré les difficultés ».

Nous n'avons pas de raisons de nous décourager et donc de renoncer. Nous en avons quelques-unes par contre de revoir les conditions dans lesquelles se poursuit notre action.

Une des causes essentielles d'insuffisance et de faiblesse pour le parti nous paraît résider dans une certaine inadaptation de la pensée et de l'action, de la doctrine et de la tactique, de l'avenir et de l'immédiat, pour tout dire de l'idée et de sa réalisation.

C'est vrai : il y a dans notre parti des hommes qui vivent essentiellement dans la doctrine et d'autres qui vivent presque uniquement dans le combat quotidien. Sans doute, y a-t-il là un juste partage des tâches. Mais, cependant, le brassage des modes de pensée et d'action devrait être suffisant, la vie de parti assez active pour faire de toutes ces forces une synthèse vivante. Il ne faudra plus désormais que l'on revoie cette forme d'opportunisme consistant à justifier après coup des prises de position imposees par les événements. Il serait préférable de chercher d'abord à s'orienter, au risque de ne pas paraître d'une absolue orthodoxie doctrinale. Le rôle d'un parti comme le nôtre n'est pas de suivre, mais de guider. Nous devons marcher en avant des masses, mais pour reprendre un mot célèbre, seulement un pas en avant.

Dans la voie de la transformation des structures économiques, dans celle de la construction de l'Union française et de l'Europe, de la reconstruction de l'Internationale socialiste, la section française de cette Internationale se doit, fidèle au glorieux passé révolutionnaire de notre pays, de précéder les autres : mais sans les distancer trop cependant au point de perdre contact avec eux. Etroitement liés aux travailleurs de France et de tous les pays, nous avons un grand rôle à jouer, à condition d'en prendre conscience, de ne jamais oublier notre Idéal, et de nous consacrer sans impatience excessive et désordonnée aux tâches d'aujourd'hui, le meilleur moyen que nous ayons d'ouvrir les chemins de l'avenir.

Philippe LUC-VERBON.
(Section de Neuilly-sur-Seine).

DÉFINITION D'UNE POLITIQUE SOCIALISTE

I. — POLITIQUE INTERNATIONALE

Tant que le monde sera divisé en nations souveraines et rivales, la guerre sera une menace permanente pour l'humanité. C'est pourquoi le but primordial du socialisme c'est de travailler à l'unification du monde dans une République universelle. Pour atteindre ce but, un certain nombre de tâches s'imposent aux socialistes :

1° Organiser la classe ouvrière sur le plan international et œuvrer de toutes leurs forces au développement de l'internationale socialiste reconstituée ;

2° Soutenir et même prendre l'initiative de créer ou développer les organismes de coopération internationale tels que l'O.N.U., l'O.E.C.E., le Pool du charbon et de l'acier, le Comité de répartition des matières premières ;

3° Préconiser et défendre la participation ouvrière à la gestion de tous ces organismes ;

4° Apporter leur appui aux organisations syndicales et coopératives internationales, ainsi qu'aux mouvements fédéralistes travaillant à l'unification de l'Europe et du monde.

Telles sont les tâches principales qui s'imposent à tous les socialistes qui veulent réellement travailler à l'unification du monde, seul moyen d'assurer la paix définitive pour l'humanité.

Dans l'état actuel de la division du monde en deux blocs, les socialistes ne peuvent ni rester en dehors de ces deux blocs ni en être les arbitres. Ils doivent se situer et se situeront par la force des choses dans l'un ou l'autre de ces blocs. Pour nous, la place des socialistes est d'être dans le bloc des démocraties. L'antagonisme qui oppose le bloc oriental au bloc occidental n'est nullement dû à une différence de régime, comme l'affirment à la fois les staliniens et les réactionnaires, mais à la volonté d'hégémonie mondiale : chaque bloc voulant dominer le monde. Cette volonté d'hégémonie, qui est un facteur de guerre, ne peut être contrecarrée que par l'organisation internationale de la classe ouvrière. Or l'organisation internationale de la classe ouvrière ne peut avoir un sens et être efficace que si elle repose sur la liberté d'organisation et d'expression à l'intérieur de chaque pays. Etant donné que cette liberté d'expression et d'organisation n'existe que dans les pays du bloc démocratique, ce n'est donc que dans ce bloc que peut se manifester l'action autonome de la classe ouvrière.

D'autre part, les libertés démocratiques (droit d'organisation, de grève, d'expression et de critique) étant la condition préalable et nécessaire de la lutte pour le socialisme, la classe ouvrière doit défendre ces libertés là où elle les a déjà conquises, c'est-à-dire dans les pays de l'Occident. Les défendre non seulement contre la réaction intérieure, mais aussi contre le totalitarisme stalinien.

Cependant le fait de se situer dans le bloc des démocraties n'implique nullement pour les socialistes l'obligation d'accepter la politique pratiquée par les dirigeants de ce bloc. Bien au contraire : les socialistes doivent soumettre cette politique à une critique permanente, dénoncer l'esprit d'hégémonie et lui opposer une politique socialiste dont le but doit être l'unification du monde. Et nous ferons un grand pas vers cette unifi-

cation en travaillant à transformer le bloc des démocraties en une communauté socialiste.

Nous sommes convaincus que l'entente entre les deux blocs est impossible et que le seul moyen d'éviter la guerre est la désagrégation des deux blocs. Mais la désagrégation des blocs par un retour aux nations isolées est impossible. Il faut au contraire aller au delà des blocs, c'est-à-dire vers la communauté socialiste. En œuvrant dans ce sens au sein du bloc des démocraties, nous travaillerons par là même à désagréger le bloc totalitaire stalinien. En effet ce qui fait l'unité de ce bloc, c'est la crainte qu'ont les peuples de ces pays de voir le retour de l'ancien régime en cas de désagrégation. Cette crainte disparaîtra dans la mesure où le bloc occidental sera transformé en une communauté socialiste.

Pour transformer le bloc des démocraties en une communauté socialiste, il faut lutter contre l'esprit nationaliste de conquête, d'annexion ou de domination et pour la liberté de circulation des idées, des hommes et des choses à travers les pays démocratiques.

II. — POLITIQUE INTÉRIEURE

Telle est l'orientation d'une politique internationale socialiste à laquelle le Parti socialiste français doit apporter tout son appui. Cependant, tout en œuvrant dans ce sens, il nous faut tenir compte des obligations que la situation internationale actuelle nous impose en matière de défense et auxquelles nous ne pouvons échapper.

Si le réarmement est une nécessité, il faut avoir conscience qu'il comporte certaines conséquences économiques auxquelles il faut faire face si l'on ne veut pas aboutir à un désastre.

Il faut d'abord se débarrasser de l'illusion ou de la croyance naïve que nos dépenses d'armement seront payées par les Etats-Unis. L'aide américaine ne constituera jamais qu'une petite partie de ces dépenses, la plus grosse devant être payée par nous. Il faut ensuite avoir conscience que les dépenses d'armement prévues pour 1951 ne seront qu'un point de départ et par conséquent un minimum. Il est plus que probable que ces dépenses iront croissant, l'exemple des Etats-Unis et de l'Angleterre en est une preuve. Par conséquent, l'effort que la France devra fournir sera considérable.

La question qui se pose est donc de savoir comment payer les dépenses d'armement. A cette question il n'y a que deux réponses possibles :

1° Payer les dépenses d'armement en puisant sur le revenu national actuel ;

2° Payer les dépenses d'armement en augmentant le revenu national d'une quantité au moins équivalente à ces dépenses.

Dans le premier cas, il en résulterait une baisse brutale du niveau de vie de la population. Dans le second cas cette baisse pourrait être évitée, mais il implique la nécessité d'accroître la production.

Il n'est même pas nécessaire de se placer au point de vue socialiste pour rejeter la première solution. En effet, une armée construite sur l'appauvrissement de la population n'est jamais qu'une armée de parade. Armer une nation en la ruinant économiquement, ce n'est pas la renforcer mais l'affaiblir. La guerre moderne étant une guerre de matériel, la capacité défensive d'une nation réside moins dans le nombre et l'héroïsme de ses soldats que dans sa puissance économique. Or, la puissance économique d'une nation est fonction de son équipement et du moral des travailleurs. Il faut donc rejeter catégoriquement toute politique de réarmement basée sur un affaiblissement économique et sur un appauvrissement de la condition de vie de la population.

Il ne reste donc que la deuxième solution, à savoir, l'augmentation de la production jusqu'à concurrence au moins des dépenses d'armement. L'augmentation de la production doit donc être la base de toute politique de réarmement qui veut être efficace. C'est là le seul moyen de donner à la nation une capacité défensive réelle. En effet, le réarmement reposera alors sur une puissance économique accrue puisqu'il sera le résultat d'un meilleur équipement et d'un maintien, voire d'une amélioration, des conditions de vie du travailleur.

Mais ici se pose une deuxième question : comment augmenter la production ? Là aussi, il n'y a à cette question que deux réponses possibles :

1° Augmenter la production dans le respect du statut libéral de l'économie ;

2° Augmenter la production en organisant l'économie.

La première solution implique inévitablement la hausse des prix. En effet le moteur de l'économie libérale, c'est le profit. Or le profit est d'autant plus grand que les prix sont élevés. Les faits ont démontré depuis longtemps que, dans une économie libérale, la production s'arrête lorsque les prix baissent et démarre lorsque les prix montent. La hausse des prix est donc la condition de toute augmentation de la production dans une économie libérale. Mais la hausse des prix entraîne la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs et rend inévitables les conflits sociaux. Elle déséquilibre l'économie, conduit à l'inflation, favorise la spéculation et démoralise la population. En définitive, l'économie libérale, au lieu de renforcer la puissance économique de la nation, l'affaiblira.

L'organisation de l'économie est le seul moyen de donner à la nation la puissance économique qui lui est indispensable pour faire face aux dépenses d'armement tout en sauvegardant les conditions de vie de la population. Mais l'organisation de l'économie n'est possible et ne sera efficace que si l'on se débarrasse de certains principes propres à une économie libérale et si on réalise un certain nombre de réformes de structure.

En ce qui concerne les principes nous n'en retiendrons que deux : l'équilibre budgétaire et la notion de propriété.

L'équilibre budgétaire n'est pas une cause mais une conséquence. Ce n'est pas l'équilibre budgétaire qui est la condition de l'équilibre économique, mais l'équilibre économique qui est la condition de l'équilibre budgétaire. Par conséquent ce qu'il faut rechercher c'est l'équilibre économique, et cette recherche peut fort bien avoir comme point de départ un déficit budgétaire.

L'équilibre économique est impossible dans une société basée sur la propriété privée. Dans une telle société les entreprises sont concurrentes, isolées et chacune d'elles travaille dans l'ignorance totale des besoins de l'économie. Il est donc nécessaire de se débarrasser de la conception libérale du droit de propriété pour consi-

dérer celle-ci comme une fonction économique. Chaque entreprise devra être considérée comme un rouage de l'économie nationale, chargé d'exécuter la tâche qui lui sera impartie.

En ce qui concerne les réformes de structure, il faut en premier lieu organiser l'administration gouvernementale en fonction du rôle que l'Etat joue aujourd'hui dans l'économie, et, en second lieu, poursuivre les nationalisations.

C'est en partant des considérations ci-dessus que nous proposons les mesures suivantes :

1° Unification de tous les ministères économiques, y compris celui des Finances, sous la direction d'un seul ministère de l'Economie nationale ;

2° Etablissement d'un programme de production en fonction des besoins et dont l'exécution devra être exigée par les entreprises publiques ou privées ;

3° Création d'un office de répartition chargé de répartir à la fois les matières premières, l'énergie, les produits finis et les transports ;

4° Nationalisation de l'industrie de la sidérurgie ;

5° Contrôle et blocage des prix à tous les échelons. Utilisation des subventions pour maintenir les prix à un niveau inférieur à leur prix de revient lorsque les nécessités l'exigent ;

6° Réforme fiscale ayant le double but d'empêcher la fraude et de supprimer les impôts indirects sur les objets de première nécessité ;

7° Garantie du salaire minimum vital par le moyen de l'échelle mobile ;

8° Intégration du déficit de la Sécurité Sociale dans le budget de l'Etat ;

9° Amélioration des conditions de vie des travailleurs par les mesures suivantes : gratuité partielle ou totale de certains services, (exemple : gratuité totale des cartes hebdomadaires de travail pour les transports, gratuité totale des billets de congés payés, exonération des taxes dans les spectacles pour les enfants au-dessous de quatorze ans ou poursuivant leurs études), habitations à bon marché, production d'articles d'utilité à bon marché.

En ce qui concerne la question de l'enseignement, nous croyons que le Parti a eu tort d'abandonner son mot d'ordre de nationalisation dans un but de compromis. En effet, dans la société moderne, l'homme ne peut vivre sans instruction générale et technique. Donner à chacun une instruction générale et technique est un devoir, une obligation de la société envers le citoyen. Et seuls les pouvoirs publics peuvent remplir une telle obligation. La nationalisation de l'enseignement général et technique doit donc être à nouveau inscrite sur le programme du Parti.

La réalisation de ces réformes est la condition sine qua non de toute politique que veut sauvegarder les conditions d'existence de la population tout en faisant face aux exigences de la défense. Le Parti socialiste doit donc en faire la condition de toute participation à un gouvernement.

III. — POLITIQUE DE L'UNION FRANÇAISE

L'esprit de démocratie et d'égalité, qui domine notre politique extérieure et intérieure, doit aussi dominer notre politique de l'Union française. C'est pourquoi, nous ne définirons pas ici une politique concrète pour chaque pays de l'Union française, mais une politique d'ensemble.

Pour que l'Union française devienne une véritable communauté fraternelle, il faut liquider définitivement l'esprit colonialiste et moyenâgeux qui domine non seulement dans l'administration mais aussi chez les Français résidant dans les territoires d'outre-mer. Or cet esprit colonialiste ne peut disparaître que si l'on transforme l'Union française en un véritable Commonwealth et si l'on accorde le statut de Dominion à chaque pays d'outre-mer.

Tel doit être notre but en ce qui concerne l'Union française et, pour atteindre ce but, nous proposons les mesures suivantes :

1° Liberté de presse, d'organisation et de critique dans tous les territoires d'outre-mer ;

2° Convocation d'Etats généraux de l'Union française où chaque catégorie de la population des territoires d'outre-mer viendra apporter ses doléances ;

3° Transformation de l'Union française en Commonwealth et statut de Dominion à tous les pays d'outre-mer.

Cette réforme profonde et radicale de l'Union française s'impose si on ne veut pas aggraver le fossé qui sépare le peuple de France des peuples d'outre-mer et aboutir à une rupture qui sera tôt ou tard inévitable.

***

Nous avons exprimé notre conception d'une politique socialiste, nous voulons maintenant dire quelques mots sur le Parti lui-même.

D'ABORD SUR LA DIRECTION. — Le rôle du Comité directeur et à plus forte raison du secrétariat est de veiller à l'exécution des décisions du congrès. Pour que les organismes dirigeants du Parti puissent remplir honnêtement leur rôle, il faut éviter que les membres de ces organismes soient à la fois contrôleurs et contrôlés. C'est pour avoir oublié ce principe que la C.A.P. s'est lamentablement effondrée en 1940. Les fonctions de secrétaire du Parti et de ministre doivent être déclarées incompatibles.

D'autre part, afin de permettre à tous les courants d'idées qui s'expriment dans le Parti de participer aux responsabilités de direction, il faut que le Comité directeur soit élu à la proportionnelle des motions sur lesquelles le congrès aura voté.

SUR L'ORGANISATION. — En ce qui concerne l'organisation, nous n'insisterons que sur deux points qui nous paraissent essentiels : les groupes socialistes d'entreprises et les jeunesses.

Le Parti doit consacrer un gros effort au développement des groupes socialistes d'entreprise. Il doit leur donner comme tâche principale de s'occuper des problèmes de gestion et de conquête des comités d'entreprise.

Un grand effort doit aussi être déployé pour les jeunesses socialistes que le Parti doit aider matériellement. Une forte organisation de jeunesse est nécessaire au Parti, mais le Parti ne peut avoir une forte organisation de jeunesse que s'il défend les revendications des jeunes.

Pierre RIMBERT (Seine).

Ecrire à : Pierre RIMBERT, Fédération socialiste de la Seine, 41, boulevard de Magenta, Paris (10e).

APPEL A NOS CAMARADES

Pour la réalisation rapide d'objectifs qui doivent d'abord améliorer les conditions de vie des travailleurs et, finalement, accélérer l'avènement du Socialisme.

Pour la clarté de notre exposé et bien que les actes sur les divers plans soient nécessairement liés, nous traiterons en trois paragraphes de la ligne politique que devrait à notre sens se tracer notre Parti : 1° Politique intérieure ; 2° Politique d'outre-mer ; 3° Politique internationale.

I. — POLITIQUE INTÉRIEURE

Notre objectif sur le plan intérieur doit être **l'amélioration des conditions de vie des travailleurs.**

Cette amélioration nous l'atteindrons :

1° Par l'augmentation du pouvoir d'achat ;

2° Par une politique de reconstruction et de relogement ;

3° Par le perfectionnement et l'extension de l'aide sociale.

1. Le pouvoir d'achat.

Qu'il soit bien entendu que les mesures que nous préconisons en régime capitaliste peuvent permettre d'obtenir seulement des résultats incomplets.

Mais que, tout en luttant pour la socialisation des moyens de production et le renversement de ce régime capitaliste, nous devons néanmoins nous efforcer de réaliser le mieux-être des travailleurs dans le cadre du régime actuel.

Nous sommes donc amenés à distinguer des mesures de surface et des mesures de fond :

Des mesures de surface :

a) contrôle de la marge bénéficiaire des grandes entreprises et diminution des profits excessifs de certaines d'entre elles ;

b) Organisation et fonctionnement améliorés des comités d'entreprise ;

c) Remaniement de la gestion administrative des entreprises nationalisées ;

d) Remaniement de l'échelle des salaires ;

e) Contrôle, voire suppression de certains intermédiaires ; réforme à tout prix du système des Halles et de la Villette ;

f) Lutte contre la fraude fiscale avec peines très lourdes pour tout citoyen qui ne se soumet pas aux lois sur l'impôt ;

g) Refonte de la fiscalité.

Mesures de fond :

Ces mesures doivent accroître la productivité nationale. Cette productivité accrue doit mettre sur le marché un volume de marchandises suffisant dans les secteurs où ce volume est actuellement insuffisant, et doit permettre en conséquence une hausse des salaires sans craindre en contre-partie une hausse des prix. Ensuite cette productivité accrue, augmentant le volume de nos exportations, doit équilibrer favorablement notre balance commerciale, étant bien entendu que des problèmes de cet ordre sont intimement liés à notre politique internationale.

Nous accroîtrons notre productivité :

a) Par le renouvellement de notre outillage (sans autofinancement) ;

b) Par une économie planifiée, comprenant de grands travaux et d'abord ceux qui doivent permettre l'utilisation énergétique de notre massif alpin ;

c) Par la nationalisation des industries-clés, et d'abord de la sidérurgie ;

d) Par la nationalisation des groupes bancaires et des assurances, encore administrés par des groupements privés ;

e) Par l'orientation professionnelle ;

f) Par l'ouverture de marchés à la suite de traités commerciaux avec accord sur les modes de paiement transactionnels ;

g) Dans le secteur agricole :

— Par l'accélération de regroupement des terres partout où il est possible ;

— Par la mécanisation accélérée de l'agriculture.

2. Reconstruction et relogement.

— Planification de la reconstruction.

— Financement par prélèvement de 30 % sur les loyers perçus par les propriétaires se refusant à faire des travaux.

— Formation de maçons et de couvreurs (problème de l'orientation professionnelle).

— Construction accélérée d'établissements scolaires, problème urgent pour l'école laïque.

3. Aide sociale.

— Equilibrer le budget de la Sécurité Sociale.

— Paiement des arriérés des grandes entreprises qui verront, le cas échéant, leurs biens hypothéqués ou même confisqués.

— Adoption du système anglais actuel.

— Retraite des vieux travailleurs égale aux 75 % des six derniers mois de leur traitement revalorisé.

II. — POLITIQUE D'OUTRE-MER

1° Constitution d'un organisme centralisateur des besoins de la main-d'œuvre pour ces territoires. Celui-ci devra suppléer au maximum l'initiative privée et orienter cette main-d'œuvre au mieux de ses capacités. Il devra aussi soutenir moralement et pécuniairement nos nationaux.

2° Auto-financement, par avance de fonds à tous ceux qui voudront entreprendre l'exploitation coopérative de ces territoires.

3° Mise sur pied, en dehors de toutes initiatives étrangères, de l'exploitation du sous-sol de ces territoires par des entreprises nationalisées où l'Etat conservera la majorité des actions, soit 50 à 60 % de celles-ci.

4° Extension à tous les indigènes de ces territoires des œuvres sociales existant dans la métropole, ces œuvres étant payées partie par les bénéfices réalisés dans les entreprises constituées, partie par les gouvernements locaux.

5° Très large autonomie politique de ces territoires à la manière du Commonwealth.

6° Toutes ces mesures seront soumises, avant leur entrée en vigueur, au Conseil d'outre-mer.

III. — POLITIQUE INTERNATIONALE

Au préalable, qu'il soit bien entendu qu'il ne saurait y avoir de véritable politique socialiste aussi bien sur le plan national que sur le plan international **sans une reconstitution rapide de notre internationale,**

que le socialisme, internationaliste par essence, ne pourrait éviter de s'altérer, à la fois sur le plan intérieur et sur le plan extérieur, sans resserrer au plus tôt les liens qui doivent nécessairement unir les partis socialistes de l'Europe d'abord, et du monde ensuite,

étant bien entendu cependant qu'en attendant la recréation d'une Internationale, à laquelle seraient étroitement soumis les partis nationaux, qu'en attendant surtout la réalisation des Etats-Unis socialistes d'Europe, notre Parti devra néanmoins, par la propagande et l'action de ses parlementaires, exercer dans notre sens sur la politique internationale de notre pays l'influence maximum.

Aussi est-il bon, dès maintenant, de définir la ligne politique que notre Parti doit suivre sur le plan international :

1° La politique de notre Parti devra essentiellement s'aligner sur une politique européenne. Il devra pousser à négocier avec les pays du bloc européen, ou que nous considérons comme tels, tous accords économiques, douaniers ou autres dans l'intérêt général européen.

2° La politique de notre Parti ne devra s'aligner sur celle d'aucun bloc, quel qu'il soit, qui, par suite de visées impérialistes ou idéologiques, pourrait finalement se résoudre à la guerre comme moyen d'établir sa suprématie,

mais au contraire rechercher par tous les moyens possibles à préserver la paix, notamment en engageant, autant que faire se peut, les blocs qui s'affrontent dans la voie des négociations,

et dans tous les cas pousser notre pays à jouer un rôle modérateur.

3° La politique de notre Parti devra à tout moment rechercher avec les autres puissances les accords susceptibles d'obtenir un mieux-être de la collectivité, sans pour cela aliéner notre liberté économique et politique à quelque degré que ce soit.

4° Bien plus, dans la mesure même où s'affirmera notre redressement économique (voir politique intérieure), le Parti socialiste devra conduire notre pays et l'Europe à leur affranchissement économique le plus grand, et par voie de conséquence à leur affranchissement politique.

En effet, c'est ainsi seulement que le socialisme pourra jouer sur le plan mondial le rôle qui lui est naturellement dévolu.

Tous ces problèmes devront être débattus par les sections. Au fur et à mesure des événements, le Comité directeur devra consulter les sections sur les différentes positions qui pourraient être prises, et se soumettre à leurs décisions.

Tous sujets présentés aux délibérations des Congrès, Conseils nationaux, devront parvenir aux sections au moins quinze jours à l'avance.

Roger CRINIERE,

Secrétaire de l'U.D.S. de Charenton.

André PORQUET,

Secrétaire de la section de Charenton.

N.B. — Les camarades qui désirent se rallier à cette motion voudront bien signifier leur accord au camarade CRINIERE, Fédération de la Seine, 41, boulevard de Magenta (10e).

POUR LA SAUVEGARDE DU SOCIALISME AUTHENTIQUE

●

I. — COURSE A L'ABIME

Les intentions...

Depuis la Libération, le Parti socialiste, de congrès en congrès, s'est prononcé pour la redistribution du revenu national au profit des travailleurs, grâce à des réformes de structure et au renforcement des institutions de Sécurité Sociale.

Il a, sans cesse, proclamé que la défense de la liberté, menacée par le totalitarisme, se confond avec la lutte contre la misère.

... Et les résultats.

En fait, le pouvoir d'achat des travailleurs a décru — pour la classe ouvrière, la baisse est d'un tiers — et les derniers conflits du travail montrent que, malgré les efforts des dirigeants socialistes, le gouvernement traite de la même manière et les grèves politiques et les grèves purement revendicatives.

Cette contradiction (qui, à elle seule, explique que les critiques adressées à la politique soviétique ou au P.C.F. n'aient pas eu grand écho dans la classe ouvrière), cette contradiction entre des intentions excellentes et des résultats désastreux pourrait inciter à un réquisitoire.

Il est à la fois plus juste et plus efficace de rechercher les raisons profondes qui ont stérilisé cinq ans d'efforts socialistes et mis en péril le dynamisme et presque l'existence du Parti.

L'illusion du "bon" capitalisme.

Cette raison profonde, certains de nos amis la voient dans la volonté de participer à tout prix au gouvernement. Explication exacte, mais incomplète.

En réalité, trop souvent le Parti s'est simplement déterminé en fonction des attitudes communistes ; s'y opposer quasi automatiquement ne dispensait pas les socialistes du devoir de proposer au pays une politique hardiment constructive.

En fait, le Parti, laissant pratiquer une politique inexplicable à la classe ouvrière, a paru se résigner à des actes gouvernementaux dictés par la seule raison d'Etat :

Sur le plan intérieur, il a toléré mesures policières, atteinte à la liberté individuelle et à la liberté d'opinion ; sur le plan extérieur, il a consenti en fait à un réarmement éventuel de l'Allemagne, à la reprise des relations avec Franco, à l'abandon des réserves envers Bao Daï, réserves qu'exprimait encore la lettre de Guy Mollet à Henri Queuille.

De conséquences plus amples encore, si possible, fut l'abandon de l'idée de troisième force internationale (ni Américain ni Russe dirait Léon Blum) pour accepter une politique de totale intégration à l'un des blocs.

Et cet abandon a retenti sur la doctrine même du Parti.

Celui-ci, en effet, soucieux d'assurer la défense de la liberté humaine, la paix et la reconstruction rapide de l'économie française, a cru devoir collaborer, tant sur le plan international que sur le plan national, avec un capitalisme tantôt baptisé « progressif », tantôt « néo-libéral ».

De cette conception, totalement contraire à la notion traditionnelle de lutte de classe, on trouve un bon résumé dans l'organe officiel du Parti socialiste belge relatant l'opinion soutenue au quatrième congrès du Mouvement socialiste pour les Etats-Unis d'Europe : « Ce capitalisme-là, à l'exemple de son congénère d'Amérique, est disposé à conclure avec les travailleurs « un nouveau bail », d'où découleront des conditions d'emploi meilleures. Nous devons être avec lui dans cette lutte, tout en conservant, bien entendu, notre objectif propre, réalisable au stade suivant. »

Tant le mécontentement présent de l'ensemble des salariés français que la rupture des syndicats américains avec l'administration Truman infirment la valeur d'une telle conception qui, en elle-même, tend à faire accepter aux ouvriers contre une hypothétique amélioration matérielle de leur sort, le maintien d'une infériorité de classe qui demeure le vice de la condition prolétarienne.

De la "Communauté atlantique" au "réduit breton".

Si cette conception a fait des progrès dans le Parti, c'est parce qu'elle permet de légitimer doctrinalement l'adhésion des socialistes à la politique de la « Communauté atlantique ».

Or, la politique atlantique a conduit à :

Un réarmement intensif, à l'abandon progressif de l'œuvre d'équipement et de la reconstruction — œuvre indispensable pour assurer la survie de la nation — à renforcer l'emprise de la propagande communiste sur les travailleurs qui voient parallèlement croître les mesures de préparation à la guerre et décroître leur niveau de vie.

Et la politique atlantique (dont aucun ultimatum des ministres socialistes français ne peut présentement modifier le cours, car elle ne se décide pas en France) risque à tous moments de glisser de la guerre froide à la guerre préventive ; or, le conflit armé entre les deux blocs équivaut à la destruction de l'Europe où ne seront ultérieurement libérées que des ruines, comme en Corée.

Union des socialistes ou collaboration de classe ?

Tout pareillement, ce n'est pas nier la valeur de l'aide matérielle que les Etats-Unis nous ont apportée que de constater qu'à travers cette aide le capitalisme américain colonise l'Europe occidentale, moins il est vrai, pour en tirer directement profit que pour en annuler l'éventuelle concurrence et subsidiairement l'utiliser comme un glacis contre l'expansion soviétique et aussi contre toute idéologie anticapitaliste.

Faut-il ajouter, pour illustrer le danger de cette nouvelle forme de collaboration de classe, qu'elle accentue encore la division des socialistes européens, alors qu'une plus grande unité d'action entre ceux-ci est la condition et de la constitution d'une Europe indépendante, et de la reconstruction de l'Internationale ! Songeons aux attitudes divergentes des travaillistes, de la social-démocratie allemande et des socialistes français face au plan Schuman.

Ces divisions du socialisme à l'échelle internationale et son impuissance corrélative à orienter utilement la politique mondiale explique et nos divisions à l'intérieur du Parti et les résultats décevants de la participation ministérielle.

II. — POUR REMONTER LE COURANT

La première condition.

C'est pourquoi le Parti socialiste ne pourra reprendre utilement son effort contre la misère, la guerre et la peur que s'il s'oppose, à la fois, au révisionisme doctrinal et à la politique de la « Communauté atlantique », lesquels ne sont que deux expressions — doctrinale et militaire — d'un même phénomène.

Et ce n'est pas être « antiaméricain » que d'avoir, à l'exemple de nos amis travaillistes, une conception de la paix et de l'organisation qui soit différente de celle des généraux et des hommes politiques des Etats-Unis.

Autonomie du Parti.

On y insiste, car « préparer les élections n'est pas tout ; il faut d'abord sauver la paix » (« Revue socialiste », mars 1951). C'est en fonction d'une perspective large que le Parti préparera le plus utilement les prochaines élections.

Puisque le Congrès national aura à définir ce que seront « tactique » et « plate-forme » électorales, qu'il songe avant tout à sauvegarder les chances d'une action socialiste future mais efficace.

Il doit prendre acte :

a) Que la participation ministérielle ne peut présentement apporter que déceptions ;

b) Que tactique et programme doivent non pas tenter d'assurer une influence illusoire du Parti au sein d'une majorité gouvernementale, mais servir à rétablir l'autonomie du Parti ;

c) Que sont inacceptables des apparentements qui signifient, les uns l'acceptation du libéralisme économique, les autres, une menace contre la laïcité de l'Etat et le statut de l'enseignement public.

Sans entrer dans les détails du programme, nous voulons marquer ceux des points qui nous tiennent le plus à cœur :

— La nationalisation de la sidérurgie, la co-gestion des principales entreprises et le monopole de l'importation et du raffinage des hydrocarbures ;

— L'équipement nécessaire à l'École publique, moyen efficace d'assurer sa défense ;

— L'habitat, service public ;

— La réduction des taxes prélevées sur la consommation, l'opposition à de nouveaux impôts frappant pratiquement les seuls salariés et corrélativement une imposition plus exacte des gros revenus, lesquels représentent l'accumulation d'un pouvoir d'achat qui fait défaut à la masse des travailleurs ;

— Une politique libérale dans toute l'Union française ;

— Une politique de paix en Indochine et plus largement en Asie.

Au reste, il semble qu'il appartient à ceux de nos camarades qui, contrairement à nous, prônent apparentements et participation ministérielle, d'énoncer les conditions minimum d'un engagement qui pèsera, au cours de toute la prochaine législature, sur l'action du socialisme français.

Quant à nous, nous restons persuadés que le Parti socialiste ne peut agir efficacement — seul moyen pour lui de retrouver la confiance des travailleurs et d'être à la pointe du combat républicain — que si, tenant compte d'une expérience décevante, il accepte avec courage les conséquences immédiates de sa volonté d'autonomie.

Il en récoltera bien vite les fruits.

Signataires de la Motion
« Pour la sauvegarde du Socialisme authentique » :

ANGOUSSET (C.E. Seine et 5e section).
AMBRUN (Sceaux) ;
R. BARRIERE (Toulouse [Haute-Garonne]) ;
P. BERTRAND (Toulouse [Haute-Garonne]) ;
Suzanne COLLETTE-KAHN (16e section).
COMBES (Allier) ;
COTTEREAU (C.E. Seine et Nogent).
CRINIERE (Alfortville) ;
GALLI (11e section).
Mme GRUBER (Sceaux) ;
HOURY (Marne) ;
HUMBLOT (Marne) ;
G. MARTY (Haute-Garonne) ;
PERRIER (17e) ;
Ed. PERROY (5e) ;
PEYRETHON (15e) ;
PORQUET (Charenton).
RABARY (Loiret) ;
Ar. RICHARD (Asnières).
RIES (15e).
SERRES (Clamart).
SPIRE (15e).
L. WEITZ (11e).

MOTION POUR UN SOCIALISME DE CLASSE

(contre la collaboration ministérielle)

L'impuissance des socialistes au sein des gouvernements bourgeois n'est plus à démontrer, les événements de ces derniers mois en fournissent une nouvelle preuve : le pouvoir d'achat des salariés et des vieux travailleurs diminue dans des proportions dramatiques. Depuis que les socialistes collaborent, la classe ouvrière a perdu près d'un tiers de son pouvoir d'achat.

Le Gouvernement n'a pas de politique économique. Aucune réforme fiscale n'a été promulguée et toutes les dépenses nouvelles, celles du réarmement, sont supportées par les consommateurs, principalement par les salariés.

En politique internationale, la France n'a pas de politique indépendante. Les conceptions socialistes sur l'unité européenne sont dénaturées et exploitées dans d'autres voies.

Cependant il existe dans notre pays une masse de travailleurs prête à s'associer à une politique socialiste combattive et à briser l'offensive capitaliste dirigée contre le niveau de vie des travailleurs.

C'est à la reconquête de cette partie saine et révolutionnaire de la classe ouvrière que le Parti doit s'attacher de toute urgence, en redevenant ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être :

I. — UN PARTI DE COMBAT AU SERVICE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Nous nous sommes libérés de l'influence stalinienne, il faut maintenant nous libérer de l'influence petite bourgeoise. La classe ouvrière doit accueillir avec joie tous les alliés des classes moyennes qui se rangent autour d'elle, mais elle doit rester l'élément déterminant du mouvement socialiste. Nous proposons un socialisme de classe défini comme suit :

Un programme socialiste. Dans la dernière période du capitalisme où sa nocivité atteint son point culminant (crises, chômages, guerres de plus en plus rapprochées), le parti doit se durcir pour son propre combat et se préparer à prendre toutes les responsabilités gouvernementales, dans l'esprit de la prise du pouvoir, pour réaliser les urgentes socialisations qui sauveront le pays du chaos, de la misère et des contradictions capitalistes inextricables :

Socialisation des banques, assurances, offices ministériels, travaux publics, sidérurgie, produits chimiques, transports, mines, importation et raffineries du pétrole. Socialisation de la propriété bâtie dans les villes et les entreprises agricoles à caractère d'exploitation capitaliste, gestion coopérative des entreprises socialisées par des fédérations syndicales intéressées.

II. — POLITIQUE INTÉRIEURE

1° **UNE OPPOSITION DE LA CLASSE** au régime de propriété privée des moyens de production et d'échange. Sauf le cas exceptionnel d'une tentative des totalitaires qui rendrait momentanément nécessaire le groupement des républicains bourgeois et des travailleurs républicains, **le parti de la classe ouvrière ne peut assurer la gestion d'un régime fondé sur l'exploitation de la classe ouvrière.**

Dans le cas d'une occasionnelle scission dans la majorité bourgeoise du parlement, si une fraction de la bourgeoisie a besoin de l'appui socialiste pour continuer un gouvernement, le parti ne peut accepter de responsabilité ministérielle que pour y réaliser partiellement — donnant donnant — des réformes de structure du programme socialiste indiqué ci-dessus, c'est-à-dire commencer l'expropriation des expropriateurs et de mettre fin aux excès capitalistes dans les territoires d'outre-mer.

2° Une lutte immédiate pour obtenir toute la part à laquelle la classe ouvrière a droit dans la production nationale : échelle mobile des salaires, pension des vieux travailleurs portée aussi près que possible du salaire minimum vital. Le parti dénonce l'illusion d'une baisse du coût de la vie dans le cadre du système capitaliste, notamment par des subventions prélevées sur le budget et, en fin de compte, sur les consommateurs. La baisse du prix de la vie ne peut résulter que de la solution socialiste : **la suppression des intermédiaires,** c'est-à-dire la socialisation des commerces en gros, demi-gros, et des mandataires, la Fédération des Coopératives devenant acheteur unique.

3° Repousser, en matière électorale, le système des apparentements qui enlèverait au parti son caractère de parti de classe et écarterait de lui les partisans de la laïcité et de l'école publique. Le parti revendique au contraire, pour l'Etat républicain, le monopole de l'enseignement.

III. — EN FINIR AVEC LE COLONIALISME

1° **INDOCHINE.** — Nous proposions l'an dernier un recours au Conseil de Sécurité de l'O.N.U., mais depuis l'organisation a condamné la Chine, alliée du Viet-Minh et, dès lors, ses responsabilités de médiation sont devenues illusoires. Le parti demande que l'on mette fin à l'effusion de sang en proposant la médiation de gouvernements neutres, en nous inclinant à l'avance devant leur décision.

2° **POUR EVITER DES REVOLTES DANS LES AUTRES TERRITOIRES,** le parti mandate son groupe parlementaire et lui donne mission de déposer, avec demande de discussion immédiate, un projet de réforme de l'Union française sur une base strictement fédérative **avec exacte et fraternelle égalité de droit entre les peuples unis et associés** : Assemblée nationale dans chaque pays, Délégation proportionnelle de chaque pays, pour composer le Parlement fédéral de l'Union française, toutes les décisions intéressant l'ensemble des peuples unis ou associés ne pouvant être prises que par le parlement fédéral.

Tant que la vie fédérative du peuple français et des peuples associés n'est pas organisée sur ces bases, le parti reconnaît que les peuples peuvent se considérer comme asservis et refuse tous crédits destinés à maintenir cet asservissement par la force.

IV. — TROISIÈME FORCE CONTRE LES GUERRES IMPÉRIALISTES

Entre les deux blocs impérialistes qui, sous des formes et avec des méthodes différentes, visent à imposer leur hégémonie, la classe ouvrière n'est pas neutre. Il existe dans le monde entier un grand nombre de travailleurs prêts à s'associer dans un troisième front de lutte contre le capitalisme international privé et le capitalisme d'Etat stalinien.

C'est la tâche du socialisme d'organiser cette force internationale susceptible de faire reculer la guerre. Dans ce but, le Parti décide de prendre contact d'urgence avec tous les groupes anti-impérialistes, syndicats libres de toutes tendances, partis socialistes et groupements révolutionnaires de tous pays, pour l'organisation d'un **Congrès International contre l'impérialisme et la guerre,** invitant toutes les organisations pacifistes, culturelles, philosophiques et scientifiques à définir les conditions de la paix, à orienter les opinions publiques, à imposer une médiation et à en appeler, **par tous les moyens,** aux classes ouvrières russe, américaine, polonaise, hongroise, etc..., si cette médiation échoue.

Si tous les efforts demeuraient vains et si l'un des blocs rivaux déclenchait le conflit, les peuples, martyrisés une fois de plus, devraient profiter de toute occasion favorable pour « abattre révolutionnairement le ou les gouvernements du crime ». (Jaurès, 7 septembre 1907.)

Quoi qu'il en soit, le parti rappelle aux travailleurs que les guerres modernes ont toujours des causes économiques. Quelle que soit sa forme (capitalisme privé ou capitalisme d'Etat), le capitalisme secrète d'une façon régulière et normale l'impérialisme et la guerre. Condamnant la cause, le parti socialiste ne peut en accepter les effets, encore moins les prendre à son compte. Il décide, en conséquence, qu'aucun membre du Parti ne peut être l'organisateur et le ministre des armées promises au massacre. Ce n'est pas un travail socialiste.

Les militants syndicalistes et socialistes :
R. BARANTON (9e) - M. PUPILLE (Champigny) - ALVAIN (Oise) - A. BERGERON (Belfort) - P. TRIBIE - A. FOLIARD (15e) - CORLIEU (Noisy-le-Grand) - DHELOMME (Clichy) - E. HUG (Kremlin-Bicêtre) - M. TOUTAIN (Oise) - P. BOSCAT (Belfort) - VESPERINI ( ) - L. SEZNEC (Seine-et-Oise) - GIRONDEAU (Gennevilliers).

Les camarades approuvant cette position politique peuvent en aviser R. BARANTON, 6, rue Hippolyte-Lebas, Paris (9e).

Imp. F. BEROUD.
25, Rue Michel-le-Comte, Paris.

Le Gérant : Guy MOLLET